

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 1^{er} JUILLET
N° 223 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

VERS UN COMPLOT POLICIER EUROPÉEN

La brochette des ministres européens de la police, Poniatowski et Maihoffer (Allemagne) en tête, vient de prendre des mesures nouvelles de coordination et de collaboration contre ce qu'ils appellent le «terrorisme international».

Ils sont d'abord convenus de se prêter main forte en cas de calamités ou de catastrophes naturelles. Cela c'est pour faire bien. On sait aussi que l'État d'urgence est prévu en cas de calamité naturelle, mais il a servi contre les patriotes algériens... La coordination est renforcée entre les polices : stage «techniques» de policiers, échanges d'informations et peut-être, qui sait, interconnexion de fichiers. Un plan est prévu pour coordonner la défense des centrales nucléaires. Les flics de France pourront tout apprendre aussi sur la torture propre allemande qui a déjà coûté la vie à Holger Meins et Ulrike Meinhof. La coopération en matière de crime et de délinquance sera aussi renforcée et l'on s'achemine vers une assimilation du «terrorisme politique» au crime de droit commun.

Déjà, au moment de l'attentat du boulevard Sébastopol, on avait annoncé une coopération «anti-terroriste» européenne au sujet de l'extradition de «terroristes». La coopération devient donc de plus en plus précise.

LARZAC

LIBÉREZ
LES PAYSANS

Gardarem
Lou Larzac



Lundi 28 juin, à l'heure du repas, un commando de quatorze paysans et huit résidents du Larzac ont investi le bureau de l'antenne du génie-domaine situé à l'intérieur du camp militaire. Cette opération avait pour but d'exiger l'arrêt des achats à l'amiable. En effet, sur les dix-huit mille hectares concernés par le projet d'extension, les paysans en détiennent trois mille cinq cents.

suite p.4

LIBAN

LES CAMPS PALESTINIENS RESISTENT HEROÏQUEMENT

Avec la complicité active du régime syrien, l'offensive des forces réactionnaires se poursuit au Liban, contre les 100 000 Palestiniens qui vivent dans les camps de Beyrouth, contre les réfugiés du Sud-Liban qui vivent et combattent à leurs côtés.

Lorsqu'un matin d'avril 1975, les Phalanges tirèrent sur un car de Palestiniens tuant les passagers, ils déclenchaient la mise en œuvre d'un plan élaboré par les USA et encouragé par les pays occidentaux : la liquidation de la Résistance Palestinienne et la partition du Liban. La partition du Liban pour empêcher toute participation des Libanais à la lutte contre l'Etat sioniste, et pour permettre l'isolement, l'étouffement de la Résistance Palestinienne.

Depuis ce matin-là, les combats ont sans cesse gagné en intensité. Les Phalanges mises en échec recevaient à chaque moment des renforts nouveaux. Lorsqu'elles furent sur le point d'être détruites, complètement battues, chassées de Beyrouth et défaites dans la montagne, elles reçurent l'appui direct des troupes syriennes, qui, dans un premier temps, dégagèrent leurs unités les plus menacées et dans un deuxième temps, attaquèrent les forces patriotiques libanaises et la Résistance Palestinienne.



SMIC à 1 500 F
Menace
sur les 90 %

CHIRAC INSULTE LES TRAVAILLEURS

Le conseil des ministres a relevé le SMIC de 6 %, pour tous ceux qui ne touchent en contre partie de leur exploitation quotidienne que le SMIC, cette augmentation ne compensera pas les dernières hausses. Pourtant Ceyrac le patron des patrons, a le front de dire qu'il trouve que cela suffit bien, que les salaires augmentent trop vite et que les chômeurs se complaisent dans un état de facilité. La morgue des patrons ne connaît plus de limite, appuyés par le gouvernement de Giscard et de Chirac, ils veulent nous faire payer la crise pour préserver leurs profits. Mais qu'ils prennent garde, leurs insultes, et leurs attaques contre nos conditions de vie et de travail ne feront qu'intensifier nos luttes.

voir p.3

**BOLIVIE : BANZER AFFAME
LES 70 000 MINEURS
EN GRÈVE** voir p.12

**SEP
(Bordeaux)
3 des
5 délégués
sont réintégrés**

voir p.4

Sommet des P«C»
européens
DISCORDE
Brejnev veut
l'Europe
à sa botte

La conférence au sommet des P«C» européens s'est terminée hier soir après deux journées au cours desquelles les interventions des différentes délégations se sont succédées. Les contradictions entre partis révisionnistes malgré la déclaration commune, en sont apparues avec un peu plus de netteté. Mais l'URSS a profité de la conférence pour tenter de ressouder le front commun des P«C» d'Europe derrière son char de guerre. suite p.3

- Notre enquête : La «Sécurité» des Français : Le crime légal p.2
- Griffet : Les travailleurs restent vigilants p.5
- Contre le site nucléaire de Creys-Malville p.6
- Maroc : 407 militants en procès p.7
- Portugal : Interview de Carvalho : quelle vérité ? p.8

suite p.7

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

LE CRIME LÉGAL

La justification répétée inlassablement par Poniowski pour renforcer la police et l'arsenal législatif, c'est la délinquance. Nous avons vu hier combien les chiffres employés sont sujets à caution, et quelle criminalité échappe à la statistique et à la répression. Mais il faut aller plus loin. D'un point de vue de classe, qu'est-ce en réalité que le crime et la délinquance dans cette société.

Enfin, comment avoir les idées claires sur cette question de la criminalité, de la délinquance ? D'abord, on s'aperçoit que les chiffres actuellement mis en avant par la bourgeoisie ne sont qu'une maigre écume

Car, arrivé à ce point, il faut bien clairement poser une question : qu'est-ce au juste que la délinquance ? Pour y répondre, nous dénonçons à Poniowski tout droit de dire ce que la criminalité peut être. Nous devons partir

nombreuses, les plus dangereuses pour le peuple, pour les ouvriers, ne sont pas en effet, celle que l'ange gardien Poniowski met en avant. Le crime est ailleurs.

Qui est responsable de l'assassinat de cette mère qui s'est suicidée dans le 19^{ème} arrondissement avec son enfant, alors qu'on lui avait coupé gaz et électricité ? Que n'a-t-on inculpé, comme criminel dangereux le responsable de l'EDF ?

dignité des travailleurs, les humiliant dans les usines et les bureaux comme des chiens.

Dans les délinquants, Poniowski n'a pas non plus classé ceux qui arnaquent en trichant sur la qualité et la quantité des produits vendus. Ni ceux qui tuent des pays entiers par la pollution, ni les propriétaires qui sucent l'argent des locataires. Ni, bien sûr, les assassinats du travail !

Tout cela n'est pas dans la statistique, c'est parfaitement légal. On comprend mieux ainsi que contre la véritable délinquance, ce ne sont pas les flics qui nous protègent. Pas plus que contre la grande criminalité.

Pour se protéger d'un propriétaire, il faut une organisation des locataires, pas besoin de renforcer la police. Pour se protéger du patron, il faut mener la lutte, et les flics, là aussi ne sont pas du côté de la «sécurité», ils viennent au contraire aggraver.

Du même coup, quand on creuse sous le terme délinquance, on s'aperçoit que, pour l'essentiel, il vise à cacher le crime légal, il met en avant ce que la bourgeoisie veut que nous considérions,

UN FÉROCE DÉLINQUANT

Petite histoire vraie d'un féroce délinquant. A 13 ans, il passe devant le juge des enfants pour une infraction.

L'accompagne un rapport de police, qui raconte d'abord que le gosse a volé une auto dans un Prisunic à quatre ans. D'autre part, il lançait au même âge, des pierres du haut d'un pont.

Pas de doute, son compte est bon. Bandit de naissance, dangereux voleur de voiture à 4 ans, né d'une famille de «classe dangereuse», bandit il finira.

Combien sont-ils, parmi les détenus, délinquants produits et victimes de cette société pourrie, qui ont commencé par voler une voiture à quatre ans ?



Manifestations de paysans, occupation d'usines sont aujourd'hui qualifiées d'«actes de délinquance» par Poniowski.

dans l'océan de la criminalité inconnue, ou légale.

Des faits particuliers sont sélectionnés pour emporter l'adhésion de tous. On les monte en épingle. Qui ne réagit pas devant le meurtre d'un enfant ? Mais pendant ce temps, l'essentiel reste caché. Comme le fonctionnement de la société.

d'une position de classe.

LECRIMELÉGAL

Pour nous, la principale criminalité, c'est l'exploitation des ouvriers dans les usines. Délinquants, tous ces patrons propres d'aspect qui licencient tant de travailleurs !

Les formes de crime les plus nocives, les plus

A t-on dénoncé et arrêté ces criminels qui ont, à Paris, manigancé 1527 expulsions du 15 mars au 31 mai ? Pourtant quel danger public pour le peuple !

Ne sont pas plus inquiétés ces criminels racistes qui tabassent continuellement les travailleurs étrangers, ou encore, ceux qui chaque jour, attentent à la

fit de regarder plus précisément l'amalgame pratiqué tous les jours par la bourgeoisie entre la «délinquance» et la politique des ouvriers.

Trois déclarations de Poniowski permettent de voir clair à ce sujet. D'abord, parlant de la séquestration ou de l'occupation de locaux, dans les luttes ouvrières, le chef de la police les a qualifiées de «Nouvelle délinquance» : d'ailleurs, en maintes occasions, des travailleurs ont été entraînés pour cette «délinquance» devant les tribunaux, comme par

désordre, à l'illégalité et à la criminalité.

Enfin, début juin, le même Poniowski, à propos des attentats inexplicables qui ont eu lieu (en particulier boulevard Sébastopol), déclarait : «Je ne fais pas de différence entre la criminalité politique et la criminalité de délinquance quand il y a mort d'homme».

On pourrait allonger sans peine la liste des propos des ministres qui montrent bien, donc, combien ils amalgament à dessein la contestation politique et la délinquance.

Ce glissement dangereux n'a cessé de se préciser depuis un an, après l'affaire Cabannes.

Il se fait principalement par l'intermédiaire de faits violents, d'attentats dont il est impossible d'imaginer qu'aucun n'a été commis directement sur instigation policière.

Le hold up avec prise d'otage est assimilé à la lutte du peuple palestinien, à la lutte des ouvriers qui séquestrent (illégalement !) leur patron, ou qui occupent, ou qui se battent, comme à Redon, contre les forces de répression.

Seules finalement peuvent continuer d'échapper à la caractérisation de délinquance les formes de collaboration de classe, la négociation ou la «concertation» avec le patronat. On aura remarqué que souvent Poniowski prétend être un ardent partisan du rôle des syndicats, mais jamais quand ils luttent, contrôlés par les travailleurs, avec détermination, contre les patrons.

Ainsi, la boucle est bouclée. On part d'une délinquance qui est déjà contestable, qui ignore l'essentiel de la criminalité légale, puis on glisse vers la caractérisation de tous les comportements violents, illégaux selon la loi bourgeoise, au premier chef la lutte politique prolétarienne.

Le crime est-il hors de la politique ?

Au moment de l'affaire de l'assassinat par Henry du petit Bertrand, chacun était écœuré. La rédaction du Quotidien du Peuple y compris, bien sûr. Mais l'opinion, à cette occasion, a été volontairement, scientifiquement traumatisée.

Une lectrice nous a écrit «sachez que je suis comme vous, je ne peux pas voir les flics, mais je n'ai pas accepté du tout la façon dont vous méliez la mort du petit innocent que l'on avait assassiné avec la politique ; qu'est-ce qui prime pour vous, la mort d'un petit enfant ou votre chère politique ?»

Cette lettre fait mal. Parce que celle qui l'écrit, partant d'une révolte (que nous partageons complètement) sur la mort de cet enfant, en vient à oublier la société. Pour elle, cette mort n'est pas politique, et elle a raison. Mais ce qui l'est par contre, c'est la manière dont la police l'utilise, la manière dont la presse et la télévision nous

intoxiquent. Et s'ils veulent nous écœurer, c'est pour nous mettre tous du même côté, d'accord avec le gouvernement, d'accord avec la police. Notre devoir de journalistes communistes, dans cette affaire ne pouvait en aucun cas se borner à déplorer la mort de l'enfant ; au contraire, il nous fallait contre-attaquer, dénoncer son exploitation.

Par ailleurs, la même lectrice nous reproche de ne pas dénoncer la responsabilité de Henry. En fait, cette question revient toujours : les assassins sont-ils des monstres à supprimer ? Il y avait une thèse bourgeoise - proche des nazis - qui, un moment, prétendait que les assassins n'avaient pas, dans leurs cellules, le même nombre de chromosomes que les normaux.

C'est une aberration fasciste.

On ne va pas nier que, dans les actions des hommes il y a une part de leur volonté. Mais, principalement, les

assassins sont produits par une société. Henry a tué un enfant pour avoir de l'argent. C'est méprisable, c'est révoltant, c'est ignoble. Mais son acte est avant tout un produit des lois sociales, de la vie dans cette société. Dans une société socialiste, un individu est pris en charge par la collectivité ; ses problèmes particuliers ne peuvent que rarement dégénérer en «délinquance». A ce moment d'ailleurs, il ne peut être inconscient du préjudice qu'il porte à la collectivité. Alors à ce moment on peut parler de sa responsabilité individuelle.

Nous n'allons donc pas crier de supprimer «le monstre». Ce que nous voulons, c'est supprimer la société, les rapports entre les hommes qui produisent précisément des actes pareils. Entre autres, si les communistes veulent abattre le capitalisme, c'est parce qu'il tue des enfants, et parce qu'il produit des gens comme Henry, à la fois victime et déchet humain.

DES CHIFFRES GROTESQUES

Parmi les statistiques de criminalité de la police, quelques chiffres en montrent très bien le sérieux :

- En 1974, il y a eu en effet, selon elles :
- 359 cas de proxénétisme hôtelier
- 902 cas de pornographie (diminution de 8,8%)
- 85 règlements de compte
- 1042 cas de proxénétisme par souteneur
- 43 souteneurs inquiétés
- 67 195 PV pour racolage
- 299 trafics de stupéfiants
- 298 délits des courses et des jeux...

La sous-estimation, pour ces affaires concernant le milieu, tranché bien avec l'insistance sur les autres formes de délinquance utilisables dans la propagande.

aveuglés, comme crime, sans voir le reste.

Ainsi la «protection» que prétend nous assurer Poniowski semble bien illusoire et inutile, puisque c'est contre une forme particulière de délinquance, produite inexorablement par la société, qu'il prétend nous assurer.

L'AMALGAME

Si l'on refusait encore de s'en convaincre, il suf-

exemple, les 15 ouvrières de Bourgogne Electronique. Deuxièmement, lors des manifestations étudiantes, en mai, Poniowski a fait saisir, avec toute la bestialité de sa police, des photos de manifestants dans les journaux de Toulouse. Interpellé à ce sujet à l'Assemblée, il a justifié pleinement cet acte en disant que ceux qui s'y opposaient «s'opposent donc à la recherche des délinquants ou des criminels qui ont été photographiés et ils apportent leur soutien, je l'ai dit et je le répète, au

1^{er} JUILLET : LES « MESURES SOCIALES » DU GOUVERNEMENT

DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

C'est aujourd'hui que rentrent en application une série de mesures hautement « réformatrices » prises par le gouvernement et annoncées depuis un certain temps.

Il s'agit de faire passer, d'abord, le minimum vieillesse à 8 500 francs par an, soit

un peu plus de 700 francs par mois. C'est encore loin des dix mille francs promis pour la fin 77. La majoration est de trente-sept francs environ par mois. Ce minimum comprend à la fois l'allocation aux vieux travailleurs salariés (4 000 francs par an) et l'allocation

supplémentaire (4 500 francs) qui n'est pas accordée au-dessus de 9 400 francs de revenu pour une personne ou 17 000 pour deux. On voit donc que cette mesure « sociale » giscardienne est loin encore de l'exigence de revenus décents pour les vieux travailleurs.

D'autre part, la fameuse retraite à 60 ans, dont on parle depuis la fin 75, commencera à s'appliquer pour ceux qui ont 43 ans de cotisations, et qui ont travaillé cinq ans pendant les quinze dernières années dans les postes suivants : travail à la chaîne, travail en continu ou en semi-continu, travail au four, travail aux intempéries. Le nombre des bénéficiaires est d'environ 60 000 personnes ce qui représente un chiffre dérisoire face aux millions de travailleurs.

D'autre part, environ 15 000 mères de famille, qui ont élevé au moins trois enfants, cotisés pendant trente ans et exercé un travail manuel pendant cinq ans,

« bénéficieront » aussi de la retraite à soixante ans.

Enfin, les pensions de sécurité sociale seront augmentées de 8,2 %.

C'est à ce moment que le gouvernement annonce par ailleurs une augmentation du SMIC, de 6 %, qui passera ainsi à 1 575 F par mois pour 42 heures (8,58 F de l'heure). Ce chiffre est encore en-dessous des deux mille francs qu'exigent les syndicats. Mais il ne faut pas attendre du gouvernement qu'il cesse de faire payer la crise aux travailleurs. Au moment de cette augmentation du SMIC, Ceyrac rappelle à la radio que la reprise se ralentit et que les « rémunérations et charges salariales augmentent trop vite ». Il ose d'autre part, imitant Chirac, parler de « l'état de facilité » dans lequel vivent les chômeurs à 90 % ! Comme à chaque occasion, patronat et gouvernement s'entendent pour mener leur campagne pour l'austérité.

suite de la une

Sommet des P«C» européens DISCORDE

Les partis roumain, yougoslave, espagnol et italien, ont été les plus nettement critiques vis-à-vis de Brejnev et des conceptions qu'il a exposées.

LES VISÉES AGRESSIVES DE L'U.R.S.S.

Mais les interventions les plus intéressantes ont été celles de Ceaucescu et de Tito, non pas parce qu'ils auraient défendu le point de vue marxiste-léniniste dans une assemblée révisionniste, mais parce qu'étant confrontés aux menaces du social-impérialisme, ils ont réaffirmé leur volonté d'indépendance et leur condamnation de la politique agressive de l'URSS. Ainsi Ceaucescu : « Toute agression est inadmissible, quel qu'en soit le prétexte ». Est-ce pour cette raison que le discours de Ceaucescu était introuvable mercredi à Berlin. Le peu

d'empressement des Allemands de l'Est à imprimer l'intervention de Ceaucescu n'est certainement pas un hasard. Tito pour sa part, a déclaré que « l'ingérence dans les affaires intérieures d'autrui est ce qui fait courir à la paix les plus grands dangers... ».

Les partis italien et espagnol ont repris à leur compte le terme « d'euro-communisme », c'est-à-dire l'affirmation d'une stratégie de prise du pouvoir propre aux partis révisionnistes d'Italie, d'Espagne et de France. Mais derrière l'affirmation d'une voie spécifique, ce que ces partis entendent, c'est se démarquer d'une URSS devenue « un boulet à traîner », en raison du modèle de société repoussant qu'elle offre et parce qu'en tant que représentants d'intérêts impérialistes, ils rentrent en contradictions avec le social-impérialisme de l'URSS.

LES PRESSIONS DE BREJNEV

Brejnev a réitéré ses pressions et ses menaces sur les pays européens et a exigé que les partis « communistes » se plient à la loi du PCUS. Il a présenté l'URSS comme un pays pacifique, niant le caractère agressif du pacte de Varsovie, et demandant aux partis européens de défendre plus fermement les positions de l'URSS, critiquant au passage les thèses de « l'euro-communisme » : « Avant que la pratique ne prononce son verdict définitif, on peut et on doit vérifier ces thèses par des discussions entre camarades, par une large confrontation des points de vue et de l'expérience des différents partis... » Il a demandé des réunions entre partis plus fréquentes pour pouvoir exercer ses pressions. Dans sa bouche, le mot « d'internationalisme prolétarien » devient synonyme de soumission et de complicité avec le social-impérialisme. « Notre politique étrangère, tout comme d'ailleurs notre politique intérieure, correspond non seulement aux intérêts du peuple soviétique, mais constitue également - et de ceci nous en sommes persuadés - notre contribution à la lutte commune des communistes du monde entier ».

Les partis révisionnistes de France, d'Espagne et d'Italie notamment, refusent de se soumettre ainsi à l'URSS, mais ils en font cependant le jeu en défendant le mythe de la détente et pour le PCF surtout, en faisant croire au pacifisme de l'URSS en la présentant comme un pays socialiste. En cela, ils sont complices du social-impérialisme car leur propagande désarme les masses.

S.L.

1 800 FD'AMENDE POUR UN ASSASSINAT !

Au moment où Poniatowski lance sa campagne contre la criminalité, la justice bourgeoise, par la voix du tribunal correctionnel de Béthune, vient d'infliger une amende de 1 800 francs à Chapron, responsable de la mort de l'ouvrier Guillaume, cependant qu'elle l'innocentait du chef d'inculpation d'homicide involontaire.

Dans le même temps, à Redon, un chômeur écopait de quatre fois de prison ferme pour avoir manifesté et affronté les forces de répression.

Enfin à Nantes, le patron de la Société Générale des Engrais, où cinq ouvriers ont été assassinés, n'a été condamné qu'à cinq amendes de 1 500 francs.

Il n'y a décidément que Lecanuet pour cracher à la figure des prolétaires, dire qu'il n'y a pas en France, de justice de classe, et que, somme toute, sa conception de la justice, c'est que la vie d'un prolétaire assassiné dans les bagnes capitalistes pèsera toujours moins que les profits des patrons.

GISCARD À ANGERS

Après Mac Mahon, Lebrun, De Gaulle, Giscard à Angers ! La municipalité angevine va recevoir Giscard d'Estaing, sous la canicule. Rien n'a été laissé au hasard dans la préparation du voyage. Déclarations tonitruantes à la radio. Arrosage intensif des pelouses, alors que certains quartiers populaires manquent d'eau. Déploiement policier très important : près de quatre mille hommes. Giscard vient chez nous avec tous ses larbins : Galley, Fosset, Ansqer, Granet, Mehaignerie et hauts fonctionnaires qui vont débattre de pelouses et d'espaces verts. Comment pensent-ils s'adresser aux travailleurs ? Mille deux cents invitations ont été lancées par Turc, maire de la ville, en direction des bourgeois et des notables. Devant ces gens-là, Giscard sera sûr d'être écouté, de la cour de l'hôtel de ville où les entrées seront filtrées au peigne fin.

Que cela signifie-t-il pour les travailleurs ? Dans notre région, selon l'INSEE, 75 % des travailleurs touchent

moins de 2 000 F par mois. Comment oser parler de qualité de la vie dans ces conditions ? Dans le Maine et Loire, toujours selon l'INSEE, 38 040 travailleurs sans emploi, dont 14 % touchent un indemnité de chômage seulement. Ce n'est pas fini, le 30 juin, la direction de Ernault Somua annonce deux cent quarante licenciements et la semaine de travail à trente heures. Le chômage frappe aussi la machine-outil, le textile... Giscard ira-t-il voir ce que sont les conditions de travail des travailleurs de Trélazé, de Thomson, de DBA, de l'horticulture ? Prendra-t-il un bain dans la Mayenne largement polluée par le trust Péchiney ?

Pour les masses populaires, cette visite de Giscard démontre clairement le dégoût marqué pour la classe ouvrière et les paysans. Les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent bien que Giscard signifie pour eux le chômage, la diminution de la qualité de la vie, la répression.

Corres. Angers

COUR DES COMPTES : LES SEAUX DE VIN DE PONIATOWSKI

Comme chaque année, la Cour des Comptes exhume un certain nombre de scandales particulièrement grossiers à propos de l'utilisation des fonds de l'Etat. C'est une manière de couvrir tout le fonctionnement « normal » des dépenses de l'Etat : on montre quelques énormités, pour faire passer tout le reste.

Cette année, la brochette des malversations comprend, entre autres : l'achat par les PTT de matériel téléphonique à un prix supérieur de 10 % au prix coûtant sur le marché (qui a touché le seau de vin ?) ; mais aussi l'hôpital psychiatrique des Mureaux dont le prix des chambres est trois fois plus élevé, parce que neuf sur dix des chambres sont inoccupées. Le plus gros scandale concerne l'utilisation des fonds de l'Etat versés pour la formation continue : une partie de ces cinq milliards a servi à financer des croisières pour des cadres ! Après cela, Stoléro viendra nous parler de la formation continue qui émancipe l'ouvrier et améliore la condition du travailleur manuel.

APRÈS L'ACCORD DES PARTIS DE GAUCHE SUR LES MUNICIPALES LE PCF N'A PAS CONVAINCU SES MILITANTS !

Pour la deuxième fois en deux jours, « L'Humanité » titre à la « une » sur « l'accord national sur les municipales » signé par les partis de « l'union de la gauche ». L'Humanité publie une déclaration et une mise en garde du Bureau Politique du PCF sur la même question, protestant contre les « manipulations » de la presse, un éditorial d'Andrieu, un article de Cardoze, toujours sur la même question, et les textes des propositions du PCF, de celles du PS et de l'accord commun.

Pourquoi ce déluge à propos des municipales ?

Le PCF se plaint de ce que l'accord signé avec le PS et les radicaux de gauche ait été présenté par toute la presse comme un alignement du PCF sur les positions du PS. Or, d'après le PCF, ce serait tout le contraire : « C'est notre proposition qui a été adoptée », dit Andrieu. Et

pour protester contre les déformations dont la presse s'est rendue coupable, le Bureau Politique du PCF adresse une mise en garde à l'AFP et Europe 1 et appelle au boycott d'Europe 1 du premier au 15 juillet.

Mais l'accord conclu le 28

QU'EST-CE QUI SE CACHE DERRIÈRE L'ACCORD FRANCO-SOVIÉTIQUE ?

A l'occasion du dixième anniversaire de la commission franco-soviétique, Giscard a annoncé la signature imminente d'un accord entre la France et l'URSS. Peu de précisions ont été données à cette heure sur la teneur exacte de cet accord et sur sa véritable portée. Si l'on s'en tient à la déclaration de Giscard, il ne s'agirait que d'un accord visant à empêcher le déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire, une sorte de téléphone rouge entre Paris et Moscou.

Cependant, après les déclarations du général Méry

et de Giscard sur la stratégie dite de l'avant, intégrant les forces nucléaires tactiques dans le dispositif atlantique, on peut se demander si cela n'annonce pas un renoncement à la libre disposition de la force nucléaire stratégique, qui serait alors laissée à l'appréciation des USA. Cela peut être également l'amorce d'une renonciation à la dissuasion nucléaire, qui reposait sur la menace d'une riposte nucléaire à toute agression même conventionnelle et même sur le territoire allemand de la part de l'URSS. La vigilance s'impose.

OUVRIERS ET PAYSANS

Larzac : Libérez les paysans Gardarem lo Larzac

suite de la une

LES DOSSIERS D'ACHATS
ONT ÉTÉ DÉCHIRÉS

Tous les dossiers relatifs au projet d'extension du camp, les doubles d'actes notariés concernant les achats de certains terrains ont été déchirés.

A l'extérieur du camp, un deuxième groupe de vingt personnes observait le déroulement des opérations. Vers 14 H, trente personnes environ, des commerçants, mais aussi et surtout des femmes de militaires et d'employés du camp de La Cavalerie (village proche du camp) ont organisé une contre manifestation

RIPOSTE IMMÉDIATE

Mardi, la riposte s'organise autour des paysans et du Comité millavois. A 11 H, à Millau, trente tracteurs du Larzac accompagnés de trois cents Millavois sillonnent la ville. Ils sont bloqués par les gendarmes mobiles sur la place centrale. A 11 h 30, les détenus sont conduits à Millau, au tribunal.

LES 22 RISQUENT
1 A 5 ANS DE PRISON

Le juge d'instruction leur notifie leur inculpation dans le cadre de la loi anti-casseurs, avec pour eux la pro-

hommes, et à celle de Montpellier pour les femmes. Une caravane de tracteurs accompagne jusqu'à la sortie de la ville les cars de gendarmes mobiles qui emmènent les inculpés vers les prisons. Mardi soir, un meeting a été organisé à Rodez.

«GARDAREM LO LARZAC!»

Il regroupait trois cents personnes qui ensuite ont manifesté aux cris de «Gardarem lo Larzac» devant la prison de la ville à 23 H. Un meeting de soutien est prévu jeudi à Millau avec l'objectif de prévoir la mobilisation



injuriant les manifestants, s'en prenant aux appareils photos des journalistes et aux véhicules.

LES GARDES MOBILES
REPOUSSENT
LES MANIFESTANTS

Les gardes mobiles ont repoussés à l'extérieur du camp, les manifestants et les contre-manifestants. Après deux heures d'occupation du bureau du Génie Militaire, les gendarmes mobiles ont reçu l'ordre de déloger les manifestants avec des grenades lacrymogènes. Les vingt-deux personnes (14 paysans, 6 résidents du Larzac et 2 militants extérieurs au plateau) ont aussitôt été interpellés. Ils ont passé la nuit de lundi au camp militaire. Le général Dufour de la 4^e région militaire publiait dès lundi soir le communiqué suivant : « Cette action est le fait d'un groupe de personnes étrangères au Larzac. Sur les 22 personnes interpellées, six seulement habitent sur le plateau ». (L'AFP n'a repris uniquement que cette information).

cédure de flagrant délit : « Participation volontaire à une action concertée menée à force ouverte par un groupe et du fait de laquelle ont été commises des destructions... » Ils risquent de un à cinq ans de prison.

A Millau, déjouant le dispositif policier, les tracteurs se portent devant le tribunal. Ils y restent tout l'après-midi, le temps que le juge d'instruction les convoque dans son bureau les uns après les autres pour leur notifier leur acte d'inculpation. A 17 H, quatre inculpés sont libérés pour raisons familiales. Les détenus sont emmenés à la prison de Rodez pour les

pour le lendemain matin à 10 H, jour du procès !

Les paysans inculpés : Guy et Marisette Tarrier - Jean Mauron - Léon Maillé - Pierre Burguière - Philippe Fauchot - Auguste Valette - Pierre-Yves de Boissieu - Robert Calazel - Raymond Laval - Gabriel Flottard - Roger Moreau - Claude Voron - Michel Courtin.

Les résidents du Larzac inculpés : Robert Tirault - Hervé Hott - Cyrille Huan - Christian Requeyrol - Roland Destruelles - José Bove.

Deux militants sont également inculpés : Jean-Pierre et Marie-Geneviève.

COMMUNIQUÉ DES PAYSANS DU LARZAC

Vingt-deux d'entre nous sont arrêtés depuis hier. Ils sont entrés dans les locaux du capitaine Descamps, représentant des Domaines afin de détruire les dossiers concernant les achats pour l'expansion du camp. Ils exigent l'arrêt de ces achats. Très conscients des grands risques qu'ils prennent, ils sont prêts à les assumer. Les paysans appellent à la solidarité nationale pour la libération des inculpés et pour continuer la lutte jusqu'au bout. Gardarem lo Larzac !

Les paysans du Larzac

L'OFFICE DU VIN A VÉCU

A l'issue de la réunion de l'Office du vin, mardi, les représentants des viticulteurs : Maffre-Beaugé et Benêt ont annoncé leur démission de cette instance. Lorsque le gouvernement avait créé l'Office du vin à la suite des luttes des viticulteurs, leurs représentants n'avaient accepté d'y participer qu'à condition que des mesures effectives de soutien

des cours du vin et d'arrêt d'exportation des vins italiens soient prises. Il n'en a rien été. Maffre-Beaugé et Benêt ont tiré les conséquences et ils ont refusé de servir plus longtemps de caution à la politique gouvernementale. Leur décision n'est pas étrangère à la persistance du mécontentement des viticulteurs, dont la situation est toujours aussi catastrophique.

Elle annonce une reprise prochaine des actions des organisations viticoles. Le gouvernement avait cru pouvoir désamorcer la révolte des viticulteurs par les promesses et les manœuvres habituelles, mais l'époque où les promesses suffisaient à casser les luttes est révolue. Soyons certains que la lutte des viticulteurs ne fera que s'amplifier.

Bourgogne-Electronique

BASSES MANOEUVRES D'UN PERMANENT DE L'UD-CFDT

Le 29, devant l'usine, plusieurs délégations de boîtes sont venues apporter leur soutien aux 15 licenciés non encore réintégrés.

Le comité de soutien de Dijon avait amené des panneaux, des pétitions et les affiches appelant au meeting.

Ce qui était prévu à l'origine, c'était de remettre leur paye aux 15 licenciés, c'était bien ce qu'avait décidé la section CFDT de B.E.

Hors au moment de remettre la paye devant les journalistes, seules les enveloppes des 12 CFDT étaient prêtes. Rien n'était prévu pour les 3 de la CGT.

Les questions ont alors commencé à fuser : « qu'est-ce que ça veut dire ? », « à quoi ça sert de faire des réunions de sections, si ensuite l'U.D. passe outre », « C'est ça la démocratie dans la CFDT ? ». La plupart des gens étaient écœurés : « On ne va tout de même pas les laisser crever de faim ! ». Les licenciés ont décidé de demander des comptes à l'U.D. à la prochaine réunion.

Dans son intervention, le permanent a commencé par citer le comité de soutien comme regroupant « on ne sait trop qui » et a voulu faire une « mise au point » en disant que le comité de soutien « profitait des initiatives de la CFDT alors qu'il n'avait rien fait pour les préparer ». Il a appelé les gens à ne pas signer les pétitions.

STRASBOURG : MEETING DE SOUTIEN A BOURGOGNE- ÉLECTRONIQUE

Trente-cinq personnes se sont réunies la semaine dernière afin de constituer un Comité de soutien aux 23 de Bourgogne - Électronique. Plusieurs témoignages ont montré en quoi la répression est devenue l'aspect principal de la politique giscardienne aujourd'hui : Spiertz, troisième tentative de licenciement du délégué syndical. Le patron fait appel à Durafour suite au refus de l'inspection du travail. Télé : une ouvrière licenciée a expliqué ce qui se passait dans l'usine. Merger, un employé licencié pour avoir voulu créer une section syndicale a dénoncé la politique particulièrement répressive des PME.

Une délégation de la SACM de Mulhouse a ensuite expliqué comment l'ancienne CFTC reconvertie dans la CFDT les avait exclus de la section syndicale sans la moindre discussion démocratique devant les travailleurs. Dans le débat qui a suivi, fut mise en évidence la nécessité pour tous ceux qui veulent lutter vraiment contre la répression de « faire sauter l'obstacle que constitue le PCF ». Le Comité de soutien s'est élargi à l'occasion de ce meeting. La prochaine réunion a été fixée au mardi 6 juillet à 20 h 30, 15, rue de la Haute Montée à Strasbourg.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOUTIEN DE DIJON

Après l'attaque du permanent de l'UD-CFDT lors du rassemblement devant Bourgogne-Electronique mardi 29, le comité de soutien de Dijon tient à préciser que son but est clair :

- un groupement unitaire large pour le soutien aux 23 travailleurs licenciés et leur réintégration.

Il rappelle que les comités de soutien permettent d'élargir les sources des collectes de façon importante, que la popularisation entreprise a un rôle important, que ses réunions sont publiques et que chaque travailleur intéressé peut y participer. Son existence n'est pas une remise en cause de l'organisation syndicale, mais un moyen pour populariser plus largement la lutte.

La troisième réunion du comité de soutien aura lieu lundi. Les projets sont l'élargissement du comité, la poursuite des collectes et de la pétition, l'organisation d'une fête populaire sur Chenôve avec des paysans vers la mi-juillet.

La plupart des militants CFDT ne comprenant pas l'attaque du permanent, de très vifs débats s'en sont suivis.

Suite à cette attaque du permanent CFDT, un camarade du comité de soutien est alors intervenu. C'est dans un silence attentif qu'il expliqua que le comité de soutien est composé de jeunes, de paysans et de travailleurs de Dijon, que son activité consiste à rassembler un maximum de gens, qu'il n'a rien à cacher et qu'il invite tous les travailleurs présents à participer à sa prochaine réunion. Il fut précisé que le comité de soutien avait collé plusieurs centaines d'affiches appelant au meeting et qu'à chacune de ses interventions, il a appelé à participer

à ce rassemblement. De plus, les licenciés ont protesté contre la position du permanent CFDT en rappelant que le travail effectué par le comité de soutien n'était pas contradictoire avec le travail fait par les syndicats.

Si le comité de soutien rassemble des travailleurs, quel est le problème ? L'essentiel est qu'il y ait une réelle mobilisation pour la réintégration des 23.

Pendant ce rassemblement, de nombreux contacts ont été pris avec des syndicalistes de Beaune, des cheminots, de Hoover, de la Sécurité Sociale et les discussions se sont prolongées tard dans la soirée.

Avec le report du jugement, et l'approche des vacances, la situation des licenciés est nouvelle. Plus que jamais, la mobilisation est vitale.

Correspondant B.E.

ENTENDU «ENTRE AUTRES»

Un camarade d'Hoover qui, prenant la défense du comité de soutien, a été attaqué s'entendant dire que « c'était de sa faute s'il était licencié » et qu'il fallait voir le travail qu'il avait fait dans sa section !! Rappelons que c'est le camarade qui a monté la section CFDT d'Hoover et que la section a mené une grève victorieuse de 15 jours contre la direction qui voulait 300 licenciements.

Les cinq surveillants qui avaient été suspendus sans salaire pour un an viennent de remporter une victoire sur le rectorat, puisqu'ils viennent de recevoir leur réintégration. Pourquoi ce recul du patron ? C'est que les camarades n'ont pas cédé : ils ont fait connaître la répression dont ils étaient l'objet, ils ont mobilisé un certain nombre d'enseignants grâce à un comité de soutien. Ils ont popularisé leur lutte en faisant publier des communiqués de presse et en rassemblant un dossier démontrant le caractère particulièrement injuste des sanctions prises.

Tous contre la répression, sous toutes ses formes.

ACADÉMIE DE ROUEN : VICTOIRE DES SURVEILLANTS SANCTIONNÉS

LUTTES OUVRIÈRES

GRIFFET (Marseille)

LES TRAVAILLEURS RESTENT VIGILANTS

Le plus vieux conflit de France va-t-il aboutir à une victoire de la lutte des travailleurs ? Après de nombreux espoirs déçus, alors que d'Ornano déclarait il y a quelques mois : «Griffet c'est fini», la bourgeoisie veut faire croire qu'une solution industrielle est en train de se dessiner. Maintenant pour les travailleurs, il s'agit d'être vigilant face aux tentatives, comme Bidegain et Neuschwander, de les embarquer dans le même bateau que les nouveaux patrons.

Après dix-huit mois de lutte, alors que les travailleurs ne touchent plus que 35 % de leurs salaires, et que les solutions industrielles sont toutes tombées à l'eau, la solution «Genoyer» vient de connaître une avancée. M. Genoyer, à grands renforts de publicité, est venu présenter son plan de reprise de Griffet, dans l'usine même, à la presse et aux travailleurs. Déjà venu le premier juin, lors d'une assemblée générale, il n'a rien apporté de nouveau à vrai dire : sur les échéances, les chiffres précis d'embauche, les conditions de reprise... rien de bien précis sinon des estimations approximatives à six mois près ! Il laisse entendre que ce ne sont pas là pour l'instant des choses importantes, cela se règlera en son temps et rapidement ! Voilà le cas qu'il fait de la situation des travailleurs !

Par contre, assaut de démagogie pour ce qui est de ses projets de réforme de l'entreprise : un tiers du capital possédé par les travailleurs, présence de ceux-ci au conseil de surveillance. La co-gestion mise en pratique avant même que la loi existe, les objectifs sont à la mesure des ambitions du politicien ! Mais, bien sûr, comme il l'a déclaré :



«J'espère que le personnel, hommes et femmes de Griffet, se défoncera pour prouver que Griffet a

sa place parmi les premiers constructeurs de grues compétitifs». Avec l'appui du conseil régional (c'est-à-dire Gaston Deferre) qui rachète les actifs immobiliers, avec plusieurs appuis ministériels et bancaires, il promet la réouverture pour le premier août.

et bien d'un patron de choc. «Je suis un partenaire et non un adversaire patronal ; il va falloir décider ensemble d'une bonne organisation, un plan de réembauches». Après cette déclaration, c'est aujourd'hui aux travailleurs à prouver dans les jours qui viennent leur capacité à reprendre l'initiative, à montrer au nouveau patron que la lutte est loin d'être finie et que même s'il veut les amener sur son terrain, la classe ouvrière, elle, a ses propres intérêts à défendre. Et ceux-ci n'ont rien à voir avec le partage du capital !

Chez les travailleurs, après une telle démarcation, le scepticisme est encore grand, même s'ils se rendent compte que Griffet va peut-être réouvrir, mais que le combat va prendre de nouvelles formes, car même d'un nouveau style, il s'agit bel

Qui est Maurice Genoyer ?

Patron de la Société Phocéenne de Métallurgie, entreprise régionale «à très grande expansion», il est très lié à Gaston Deferre. Il est lui-même conseiller municipal, il ne cache pas ses grandes ambitions politiques à Marseille. En 74, il animait le Comité de soutien à Giscard, il s'est taillé une grande part de publicité en proposant ses bons offices pour le sauvetage de «l'Olympic» de Marseille et il s'est surtout fait remarquer en proposant un plan de reprise de Coder qui n'a pas été accepté. Sous des dehors démagogiques, il s'agit au fond d'un patron de combat qui nourrit les plus grandes ambitions sur toute la région.

Communiqués

Halte à la répression dans les écoles d'infirmières

La Coordination Nationale des Élèves Infirmières (ères) réunis au Mans, les 26 et 27 juin 1976.

Les élèves-infirmières, après avoir fait la mise au point de la situation dans les écoles, et pris conscience de la répression qui s'est abattue sur certaines d'entre elles, se sont unifiées sur les revendications suivantes :

- SMIC mensuel versé par les Ministères de la Santé et du Travail pendant les 28 mois d'études, avec maintien des avantages acquis pour les promotions professionnelles et sociales ; suppression du contrat.
- Dans l'immédiat, SMIC pour les temps pleins avec encadrement effectif.
- Suppression des frais d'inscription de 80 F en deuxième et troisième année.
- Remboursement des frais de transport et temps de transport intégré dans le temps de travail.
- Tenue de travail fournie et entretenue par l'hôpital.
- Suppression des pointages.
- Droit aux congés de maladie et de maternité sans récupération des stages.
- Suppression de l'aspect disciplinaire du Conseil Technique et communication du procès-verbal des réunions du Conseil Technique aux élèves.
- Gratuité des soins et consultations, pris sur le temps de travail.



- Droit d'assemblée générale sur le temps de travail, droit de réunion et d'affichage.

Les élèves infirmières s'organisent pour continuer le mouvement de mobilisation et aboutir à une action massive en automne.

La Coordination Nationale des Élèves Infirmières dénonce la répression dans les écoles :

- o A Garches, les flics interviennent sur ordre de la direction générale de l'Assistance Publique, en agressant sauvagement les élèves en lutte pour la reconnaissance des droits élémentaires ; droit de réunion, d'affichage, d'assemblée générale, liberté syndicale et politique.

o A Rennes, les élèves infirmières sont en lutte pour le rajeunissement des temps pleins au

SMIC et pour un encadrement meilleur ; la direction de l'hôpital refuse de les entendre.

o A Nantes, après quinze jours de grève active, la direction refuse de prendre en compte leurs revendications.

La Coordination Nationale soutient les élèves en lutte pour la reconnaissance de leurs droits élémentaires, dénonce la répression qui s'abat sur les élèves infirmières en lutte à Garches... mais aussi sur les étudiants, les enseignants, les militants syndicaux et politiques, les travailleurs en lutte.

Le Mans, le 27 juin 1976
La Coordination Nationale des Travailleurs Infirmières en Formation

QUAND ASTRA RESTRUCTURE

Parachevant le «plan de restructuration» des Laboratoires Lematte et Boinot, filiale du Groupe pharmaceutique ASTRA-Suède, et confirmant à nouveau, dans les faits, le caractère d'épuration syndicale d'un licenciement collectif prétendument «économique», l'Inspectrice du Travail de Paris 9^e vient d'accorder l'autorisation de licencier le délégué syndical de la CGT...

...Cette scandaleuse décision de l'Inspectrice du Travail de Paris 9^e confirme son étroite collusion avec la Direction Lematte et Boinot et la majorité syndicale-maison, qui ont, ensemble, activement collaboré au plan de «restructuration» ASTRA, par transactions individuelles de démission, puis licenciement collectif anticipé...

...En dépit de la répression concertée qui s'est massivement abattue sur elle, la section CGT poursuit résolument sa lutte contre le démantèlement, par la firme multinationale ASTRA, de ce Laboratoire français. Cette action a été renforcée par le rassemblement d'un comité de défense des salariés et licenciés Lematte et Boinot et par la solidarité de quatre cents signataires qui, indivi-

duellement ou au titre d'une fonction ou d'une organisation, couvrent un éventail social largement représentatif.

Les travailleurs, associations ou organisations qui désirent apporter leur appui, leur concours, ou recueillir de plus amples informations, peuvent s'adresser à : François Lessard : 43, rue des Tournelles, 75 003 Paris.

Pour le bureau de la section CGT des laboratoires Lematte et Boinot

Roanne

Baignade interdite !

Depuis le 7 juin, les sapeurs-pompiers professionnels du secteur de Roanne (Loire) sont en grève illimitée. Les soixante pompiers et gradés (à l'exception des officiers) sont entrés dans l'action à l'appel de la CGT, contre la municipalité «centriste» de Roanne qui les emploie, et contre leur «chef de corps».

Ils en ont assez des semaines de 84 heures de travail, des gardes qui n'en finissent pas, des interventions où l'on ne compte pas les heures passées à lutter au péril de sa vie contre le feu, le gaz, la noyade... Aussi demandent-ils une légitime compensation minimum : un jour de congés supplémentaire par mois ! Par ailleurs, ils luttent pour l'augmentation des effectifs du corps local de sapeurs, afin de pouvoir conjointement «améliorer les conditions de travail et le service de protection de la population».

Mais, les pompiers ne veulent pas que leur mouvement mette en danger les travailleurs, malades, accidentés ou victimes de sinistres ; aussi assurent-ils toujours les urgences. Par contre ils font la grève totale... des piscines ! Faute de pompiers pour les surveiller, les baignades sont interdites dans tout le Roannais. Par cette canicule, cela provoque (surtout chez les jeunes) un vif mécontentement, que les sapeurs CGT ont su canaliser contre la mairie réactionnaire par une intense popularisation (tracts, discussions, pancartes sur leurs camions lors des interventions d'urgence...). Ils dénoncent aussi les conditions d'hygiène désastreuses dans lesquelles les municipalités du secteur tiennent leurs piscines : au point que des cas de gales sont apparus !

Aujourd'hui jeudi, les sapeurs CGT doivent examiner de nouvelles propositions de la mairie et décider avec leurs camarades de la poursuite de l'action.

Corres. Roanne

SEP BORDEAUX : TROIS DES CINQ DÉLÉGUÉS LICENCIÉS SONT RÉINTÉGRÉS !

Les travailleurs de la SEP viennent de remporter une première victoire contre la répression qui les frappe ! On sait que c'est suite à la lutte d'un mois qu'ils avaient mené contre les licenciements répressifs d'un de leurs camarades, que cinq d'entre eux dont trois délégués avaient été licenciés.

Depuis, la section CFDT a pris en mains la riposte : création d'un comité de soutien, popularisation, etc... Hier soir, s'est tenu un meeting intitulé «Six heures pour la SEP». C'est cette riposte qui a permis la réintégration de trois travailleurs tous délégués sur les cinq.

C'est un premier recul important qui montre qu'aujourd'hui, il est possible de battre la bourgeoisie sur le terrain de la répression.

Lutte jusqu'à la victoire totale !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NON AU SUPERPHÉNIX !

SAMEDI, OCCUPATION DU SITE NUCLEAIRE DE CREYS-MALVILLE

La plus longue occupation d'un site nucléaire va commencer samedi 3 juillet, à Creys Malville, dans l'Isère. Elle doit durer quinze jours. La centrale dont le conseil des ministres a décidé la construction le 15 avril n'est qu'une des multiples centrales en projet ou déjà construite, sur le Rhône (Bugey, Tricastin, Marcoule). A ceci près que ce n'est pas une centrale «classique», mais une centrale «à neutrons rapides», dite encore surrégénératrice. Et il n'existe aucun exemple au monde de centrale de ce type, d'une taille comparable. Le CEA (Commission à l'Energie Atomique) et l'EDF ne cachent d'ailleurs pas qu'il s'agit d'une centrale expérimentale, qui ouvrira éventuellement à une nouvelle «filiale française». Depuis qu'il est question de cette centrale, les paysans de la région de

Malville ont engagé la lutte pour empêcher la réalisation du projet, malgré toutes les manœuvres de l'EDF, et des autorités locales. Le rassemblement de samedi en est la conséquence. Mais ce sera aussi l'occasion pour les habitants

de toutes les régions touchées par des projets de centrales de se rencontrer, d'échanger leurs expériences. Ce devra aussi être l'occasion d'un large débat sur la signification profonde de ce combat, sur ses véritables cibles.

Renseignements pratiques pour l'occupation

L'occupation du site est organisée par les comités anti-nucléaires de la région. Pour les contacter, écrire à «Comité de défense contre la centrale de Malville», 70, rue Croix d'Or, 73 Chambéry.

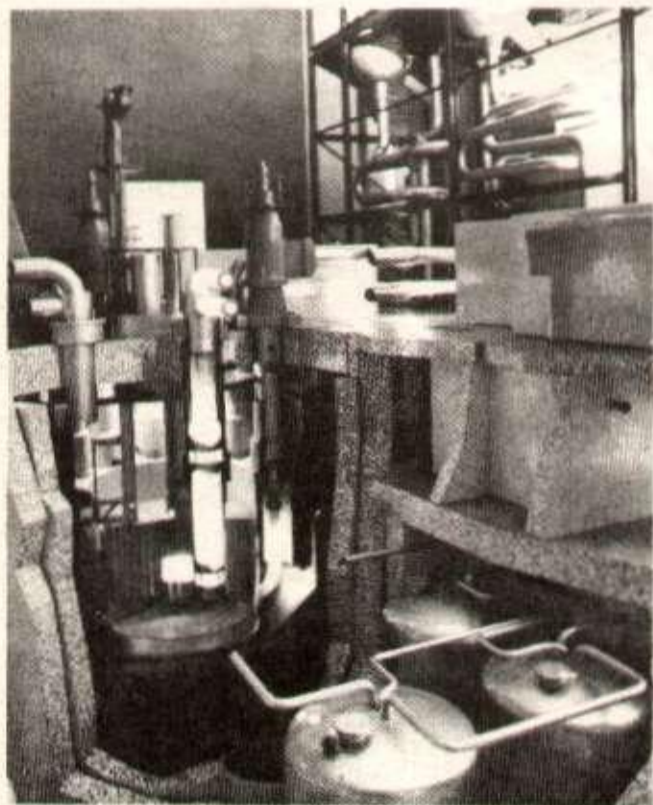
Depuis quelques jours, le sous-préfet de l'Isère multiplie les manœuvres pour empêcher le rassemblement. Il a fait la tournée des maires de la région, pour les pousser à interdire le camping, «en raison des risques d'incendie causés par la sécheresse» ! Aussi, la plus grande prudence devra être observée, et les participants au rassemblement devront, autant que possible, être autonomes du point de vue eau et vivres.

Enfin une station radio-pirate, Radio-Active, émet sur 97MHz, pour soutenir l'action.

SUPERPHÉNIX : RENTABILITÉ CONTRE SÉCURITÉ

Les filières «classiques» de réacteurs nucléaires (tirant leur énergie de la fission de noyaux d'atomes comme l'uranium 235, ou le plutonium) se rangent dans deux grandes catégories : celles utili-

sant comme «combustible» l'uranium naturel (comportant très peu d'uranium fissible), et celles utilisant de l'uranium «enrichi». Mais dans les deux cas, il s'agit de centrales à neutrons «lents». Les neutrons sont des particules libérées par chaque fission, et qui à leur tour en provoquent d'autres.



Le système superphénix, expérimenté jusqu'à présent

se rangent dans deux grandes catégories : celles utilisant des neutrons «rapides», dont l'inconvénient est qu'ils sont facilement absorbés par des noyaux non fissibles, mais dont l'avantage est de ne pas nécessiter de matériau ralentisseur (ces matériaux rendent les réacteurs classiques très gros et complexes). En revanche, le «combustible» doit être très enrichi en noyaux fissibles, au démarrage de la centrale. Au cours de son fonctionnement, le matériau non fissible (uranium 238) se transformera en plutonium, fissible, lui, et ainsi la centrale fabriquera son propre combustible. C'est pour quoi on parle de «sur-

régénérateur». Pour l'EDF, le choix est intéressant, car plus «rentable».

Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Tout d'abord, le réacteur comporte, dès son chargement, cinq tonnes de plutonium, matériau particulièrement dangereux du fait de sa radioactivité très longue (demi période de 24 000 ans). D'autre part, le faible volume du réacteur ne permet pas d'utiliser de l'eau pour évacuer la chaleur. Aussi, c'est du sodium fondu, circulant dans deux circuits qui est utilisé. Or le sodium réagit violemment avec l'eau. Et dans la centrale, il y aura des kilomètres de tuyaux de sodium, placés contre d'autres véhiculant de l'eau.

D'ailleurs, en Union Soviétique, où des surrégénérateurs ont été construits, ces circuits de sodium ont provoqué plusieurs accidents.

L'enjeu de cette filière est donc clair : rentabilité contre sécurité.

«Nous ferons payer cher au pouvoir et à ses complices leur incompréhension et leur mépris de la volonté populaire», a déclaré l'APC, lors d'une conférence de presse qu'elle a tenue mardi à Ajaccio. Max Siméoni dénonce «l'incroyable intensification de la campagne anti-autonome organisée à partir de la préfecture de la région». L'APC a décidé de ne pas présenter de candidats aux élections tant que la «sincérité des scrutins ne sera pas garantie».

REMUE-MÉNAGE AUTOUR DE LA SÉCHERESSE

Après l'annonce des mesures de Bonnet, Giscard a donné aussi son avis : «La sécheresse est une calamité nationale. Elle exige une solidarité nationale !» Aujourd'hui, il parlera encore de la sécheresse dans le cadre de «la journée de la qualité de la vie». Les premières mesures prises suscitent une grande réserve chez les paysans touchés. Nous avons interrogé des syndicalistes qui combattent au sein de la FDSEA les orientations réactionnaires de la direction. Ils ont participé à l'animation de nombreuses actions en faveur des petits paysans et des fermiers dans le département.

Interview de militants de la FDSEA de la Manche

UN PAYSAN DE LA RÉGION DE CERENCES

— Quotidien du Peuple : Que penses-tu des mesures de Bonnet ?

— C'est une bonne chose si des mesures sont prises, encore faut-il voir comment ce sera appliqué. Ce qui serait mieux c'est d'accorder une aide aux petits paysans qui vivent avec moins de l'équivalent du SMIC et qui représentent les 2/3 des agriculteurs du département. Accorder des indemnités en fonction des valeurs perdues, ne veut rien dire, parce que les gros peuvent perdre beaucoup mais ont les moyens de vivre bien quand même. Pour les petits paysans qui sont déjà au minimum, ils ne peuvent pas s'en sortir. L'année dernière, suite au temps, le préfet avait déclaré le département sinistré. Il l'a déclaré avant que les dirigeants syndicaux le lui demandent, ce qui les a horriblement vexés. Ils auraient préféré faire semblant de l'avoir obtenu. Ils ont fait des prêts à 4,5 %. Moi qui n'en

avait pas besoin, le Crédit Agricole me l'a proposé quand même en disant : «Vous pourrez ensuite réprêter cet argent avec un intérêt plus fort !» Pendant ce temps les paysans, qui avaient moins de quinze hectares, n'ont pas eu droit au prêt, eux ! Pour les fermiers, ils n'ont pas vu la couleur de cet argent, les propriétaires l'ont empoché !

— Et pour la viande ?

— C'est sûrement encore les manitous qui risquent d'empocher les aides ! Le soutien va bien plus aux acheteurs et aux grossistes. Ils auront la garantie de la vendre à un bon prix. Mais ils ne sont pas obligés de l'acheter plus cher au petit paysan. S'ils ont affaire à un gros paysan qui a les moyens de se défendre, ils appliqueront. Au petit, ils continueront à dire : «On n'a plus de place pour vos bêtes !» La spéculation va se poursuivre de façon camouflée. Avec l'anarchie qui existe je ne vois pas comment ils pourraient lutter contre la spéculation !

INTERVIEW D'UNE PAYSANNE DE LA RÉGION DE BREAL (MANCHE)

— QdP : Que penses-tu du plan paille de Bonnet ?

— Bonnet a visité des fermes du côté d'Argentan. Il a pu se rendre compte de la situation et il a peur du mécontentement. Le plan paille ça avantagera surtout les gros. Ce sont eux qui ont besoin de beaucoup de paille. Les paysans pauvres de la Manche, n'ont pas besoin de d'une ou deux tonnes pour les bêtes. En somme, cela revient à un coup de main des gros paysans beaucerons aux gros paysans de l'Ouest. Pour les petits ce qui est le plus important, c'est que le prix des bêtes soit correct. Chaque année, ils vendent quelques bêtes et cela leur permet de survivre. Le plan paille ça sert surtout à faire croire qu'ils font quelque chose pour les paysans !

— Et les mesures de soutien aux cours de la viande ?

— On n'a aucune garantie que la spéculation va cesser. Pour les petits paysans qui vendent trois ou quatre vaches par an, perdre cinq cents francs par vache, c'est dramatique, c'est de quoi vivre pendant deux mois. Les syndicats agricoles laissent les paysans à l'abandon. Même les paysans moyens sont touchés, certains ont besoin de dix millions de suite et le Crédit Agricole ne fait que des prêts à court terme !

TABARLY L'UTILISATION D'UNE VICTOIRE

En gagnant la course transatlantique, malgré la casse de sa girouette automatique après quatre jours de traversée, malgré cinq tempêtes successives dont l'une d'une rare violence, Tabarly a prouvé ce qu'on savait déjà dans le milieu de la voile : c'est un marin exceptionnel, qui sait la mer, courageux physiquement et un athlète particulièrement résistant. On pourra en dire à peu près autant, d'ailleurs, de tous les concurrents de la Transat, comme ce Canadien, arrivé hier matin sur un bateau de petite taille. Les choses auraient pu en rester là, comme c'était le cas en 64.

La lecture de la presse déchainée, l'écoute de stations de radio prêtes à verser des millions pour s'arracher le héros, le carnaval organisé sur les Champs Élysées, font voir les choses sous un autre angle.

Ces héros dont on célèbre les vertus, avec une même ferveur, du Parisien Libéré à l'Humanité, est un capitaine de corvette. Aucun journaliste ne lui a demandé s'il éprouvait le même plaisir à

barrer Pen Duick, qu'à servir dans l'aéronavale en Indochine. Par contre, ces mêmes journalistes, en lui faisant dire que la «sponsoring» (le financement publicitaire) rendait «démocratique» la Transat, ont tenté de nous faire oublier l'ignoble publicité de la Thomson, distillée à chaque appel d'Alain Colas sur Europe N°1. Par contre, tous les moralistes bourgeois ont su trouver leurs plus mâles accents pour chanter les «vertus qui font les grands chefs d'entreprise, les grands capitaines», pour clamer «on

est heureux que Tabarly soit français».

La pratique de la voile, surtout en haute mer, a de quoi faire rêver plus d'un. La mer est passionnante, et c'est une école d'effort collectif. Mais la Transat, course en solitaire, course à la technologie (si elle est particulièrement scandaleuse pour le bateau de Colas, il ne faut pas oublier que la quille de Pen Duick VI est en uranium...), course au sensationnel, en devient l'opposé. Les héros qu'elle produit ne le sont que pour eux-mêmes.

DANS LA PRESSE

«Vingt quatre jours en mer, c'est comme 24 jours dans le désert. On est assailli de toutes sortes de démons. On n'a que son honneur... c'est-à-dire son âme» - France Soir.

«Tabarly est un vrai gagnant... Finalement, dans le sport comme dans la vie, c'est la victoire qui compte, c'est le désir de vaincre qui fait les grands chefs d'entreprise, les grands capitaines» - Les Echos.

«Votre réussite est un magnifique exemple de courage et d'efforts» - Chirac.

INTERNATIONAL

LIBAN

LES CAMPS PALESTINIENS RÉSISTENT HÉROÏQUEMENT

Unité des peuples arabes autour de la Résistance

Les bombardements des camps palestiniens continuent. Les forces des Phalanges ont annoncé qu'elles étaient entrées dans le camp de Jisr el Bacha proche de Tall el Zaatar. Les combats se dérouleraient au corps à corps dans tout le quartier avoisinant. Chaque jour qui passe montre un peu plus clairement la volonté des Phalanges de massacrer le peuple palestinien.

Les assauts des Phalanges ont privé la capitale d'eau. Les risques d'épidémie s'en trouvent multipliés. Les hôpitaux qui n'ont plus d'électricité, n'ont pu conserver les vaccins. Dans leur désir de détruire les camps palestiniens, les Phalanges ne reculent devant aucun moyen, n'hésitent pas à menacer de mort des centaines de milliers de Libanais à Beyrouth.

Jusqu'où ira la Syrie pour briser la Résistance Palestinienne ? Ses troupes encore renforcées, ont lancé une attaque contre Saïda hier. Les combattants palestiniens doivent combattre à la fois contre les Phalanges et les troupes syriennes, à Beyrouth et à Saïda.

UNITÉ AUTOUR DE LA RÉSISTANCE

La mission des Casques Verts a échoué. Les contingents soudanais et saoudiens qui devaient arriver hier, ont rebroussé chemin. Le premier ministre libyen a quitté Beyrouth, en dénonçant un complot international que

l'armée syrienne a été mandatée d'exécuter après que les Phalanges eurent échoué. Si Tall el Zaatar tombe, la réaction lybienne sera très violente. Nous serons alors obligés de prendre une attitude que nous ne désirons pas devoir prendre.

A Bagdad, de nombreuses organisations arabes, dont plusieurs partis au pouvoir, ont condamné l'invasion syrienne, et affirmé leur soutien à l'OLP. Une unité arabe se fera-t-

demander le congrès de Bagdad ? En tout cas, un front arabe est issu de ce congrès et siège à Bagdad. Quelle sera son efficacité ?

Neuf jours de résistance acharnée pour la défense de la Résistance Palestinienne ont montré que tous les complots se brisent sur une force toujours la même : l'unité des peuples libanais et palestiniens. Et tous les peuples arabes sont prêts à défendre leurs frères au Liban.



elle au côté de la Résistance «contre les tentatives de certains régimes arabes pour placer sous tutelle la Résistance» afin d'imposer un règlement «capitulard» au conflit israélo-arabe ? Comme le

suite de la une

La résistance acharnée déployée contre les tentatives de la droite libanaise s'accrut encore face aux troupes syriennes supérieurement équipées en armes soviétiques : les troupes syriennes étaient à leur tour stoppées par les forces populaires libanaises et palestiniennes.

Aux côtés de la Résistance Palestinienne, sont les forces populaires, parce que le combat de la Résistance, c'est aussi le combat pour chasser les impérialistes de la région, pour détruire l'Etat d'Israël et permettre une véritable indépendance voulue par tous les peuples arabes. L'unité entre la Résistance Palestinienne et le peuple du Liban s'est tissée dans le combat commun contre les agressions au sud, contre les complots réactionnaires à Beyrouth. Cette unité a mis en déroute les Phalanges une première fois, a stoppé l'avancée des troupes syriennes.

Contre cette force, une grande coalition impérialiste s'organise autour des Etats-Unis, et la France envisage même l'envoi d'un corps expéditionnaire. La rivalité entre l'URSS et les USA pour le contrôle de la région vient encore encourager les réactionnaires, notamment le régime syrien qui trouve des

appuis auprès des deux pour envahir le Liban.

Aujourd'hui, une nouvelle phase est ouverte. Les Phalanges ont pu regrouper toutes leurs forces dans Beyrouth pour détruire les camps palestiniens. Elles reçoivent des armes et des munitions par le port de Jounieh. Les troupes syriennes contrôlent la montagne, lancent des attaques contre Saïda pour empêcher les forces libanaises et palestiniennes de se porter contre les Phalanges, pendant que celles-ci massacrent à Beyrouth.

La résistance acharnée, déjà deux fois victorieuse, se poursuit actuellement depuis neuf jours contre une puissance de feu infiniment supérieure. Le soutien du peuple français n'a jamais manqué à la Résistance Palestinienne. Aujourd'hui, plus que jamais, il doit se manifester avec force : la victoire des peuples palestinien et libanais en brisant les assauts des Phalanges, briserait du même coup les complots impérialistes, et ferait échec aux disputes entre USA et URSS pour se partager la région. Du côté du peuple palestinien, est la paix dans le Moyen Orient. Du côté du peuple palestinien, est la révolution.

G.CARRAT

SOIRÉE
D'HOMMAGE
À LA MÉMOIRE
D'EL OUALI
JEUDI 1^{er} JUILLET
À 20 h 30
44, rue de Rennes
métro Saint
Germain-des-Prés



Ce soir se tient à Paris une soirée d'hommage à El Ouali, secrétaire général du Front POLISARIO, mort au combat dans le Nord de la Mauritanie.

C'est un grand combattant anti-impérialiste qui est tombé : il participa à tout le travail politique qui déboucha sur la création du Front POLISARIO, le 10 mai 1973.

Il fit partie des quelques militants qui organisèrent la première opération armée à El Khaga dans le nord de Saguaiat el Hamra, le 20 mai 1973. Tout en organisant et dirigeant le Front POLISARIO, il tenait à prendre part directement aux combats. Depuis l'invasion marocaine, il passait une grande partie de son temps à visiter les unités de combattants. Il dirigea notamment la dernière phase de l'anéantissement de la garnison d'Aïn Bentili au mois de janvier 1976.

Lors des fêtes du 20 mai 1976, il annonça que le peuple Sahraoui offrait ses armes, ses hommes et son territoire aux peuples mauritanien et marocain pour combattre les régimes qui les opprimaient comme ils envahissaient le Sahara. Cette volonté est celle de tout le peuple sahraoui aujourd'hui.

MAROC 407 militants en procès

«Il ne faut pas hésiter à faire périr un tiers de la population» Hassan II

Les grandes villes touristiques marocaines de Settat, Meknès, Fès, Casablanca et Kenitra, vont voir s'ouvrir le procès de 326 personnes accusées d'atteinte à la Sécurité de l'Etat après une opération armée qui s'est déroulée dans les montagnes de l'Atlas. Vingt-deux condamnations à mort ont déjà été prononcées au cours du procès de Kenitra en août et janvier 74.

D'autre part, l'instruction d'une affaire dans laquelle sont accusés 181 marxistes léninistes marocains a été ouverte.

Ce sont ainsi près de cinq cents prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons, depuis de nombreux mois. Voyez le témoignage de Mokhtar Mohamed Bachiri de la troupe «El Assifa», arrêté à son arrivée à Oujda : «Au commissariat central d'Oujda, on me descend dans un cachot de deux mètres carrés. Il y avait huit personnes sans couverture, ni rien. Certains étaient gardés à vue depuis trois mois. On vivait uniquement d'eau et de pain rassis».

Ainsi ce ne sont pas seulement cinq cents militants politiques mais des centaines d'autres arrêtés sans aucun

ABDELLATIF ZEROUAL ASSASSINÉ EN PRISON

Abdellatif Zeroual a participé à la création de l'organisation marxiste-léniniste «Ilal-Aman» dont il était l'un des dirigeants. Condamné par contumace à la détention à vie lors du procès de Casablanca en 1973 : il poursuit son activité dans la clandestinité jusqu'en novembre 1974, date à laquelle il est enlevé par la police. Il mourra en prison sous la torture.

mandat, qui disparaissent pendant des mois avant qu'on apprenne qu'ils ont été torturés, qu'ils sont devenus infirmes, fous ou qu'ils sont morts sous la torture. Evelyn Serfaty a été arrêtée et torturée pendant trois jours parce qu'elle était la sœur d'Abraham Serfaty que la police recherchait. La torture est une véritable institution, au cours de chaque procès les militants décrivent les procédés par lesquels on a cherché à leur arracher des aveux.

Le roi du Maroc a déclaré pour justifier sa politique barbare : «Dieu a placé le roi sur le trône pour sauvegarder la monarchie. Pour cette

sauvegarde, le rite malékite prévoit qu'il ne faut pas hésiter, s'il le faut, à faire périr le tiers de la population aux idées néfastes pour préserver les deux tiers aux idées saines».

Ce programme criminel est à l'origine des tortures et des assassinats dans les prisons. A plusieurs reprises, l'armée a massacré des soulèvements populaires, notamment en 1958, dans le Rif, et en 1965, au cours des manifestations de Casa, où, en une seule nuit, des centaines d'ouvriers et de lycéens furent assassinés.

Alors qu'il massacre les Sahraouis sur leur territoire, Hassan II assassine son peuple dans ses prisons : C'est l'ennemi commun des peuples du Sahara et du Maroc. C'est pourquoi ils s'uniront.

G.CARRAT

Les témoignages sont extraits d'une brochure : «Maroc, répression, prison, immigration» que l'on peut se procurer auprès du comité de lutte contre la répression au Maroc - 78930 Guerville. Un compte postal a été ouvert spécialement pour soutenir les familles des prisonniers politiques : CCP M^o Guibard La Source 352 11 58 L.

● MANŒUVRES SOVIÉTIQUES EN MER DU NORD : C'est à la limite des eaux territoriales ouest-allemandes que l'URSS a choisi de faire manœuvrer toute une escadre de la flotte de guerre social-impérialiste comprenant sept destroyers et frégates porte-missiles anti-aériens, et de nombreux navires auxiliaires.

● BRÉSIL : D'après les statistiques gouvernementales, les salaires des travailleurs ont chuté de 40 % depuis la prise du pouvoir de la junte militaire - soit en douze ans. Dans le même temps, le produit national brut faisait un bond de 150 % ce qui veut dire que l'écart entre les salaires de la grosse majorité des travailleurs employés comme manœuvres le plus souvent, et les quelques privilégiés qui sont en haut de l'échelle n'a cessé de se creuser, ceux-ci dépassant les plus hauts salaires américains.

LILLE

MANIFESTATION : DIMANCHE 4 JUILLET À 10 H DÉPART RUE JULES GUESDE (quartier de Wazemmes) CONTRE L'AGRESSION SYRIENNE AU LIBAN POUR LE SOUTIEN AU PEUPLE LIBANAIS ET À LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE APPEL DU PCRml

CHIRAC, SOUSTELLE : HUMANISTES !

Le commando de «pirates de l'air» détient toujours les otages sur l'aéroport d'Entebbe. Il en a libéré une quarantaine (enfants, malades, personnes âgées, sur intervention d'Amin Dada). Mais il maintient ses exigences, il demande la libération des 53 prisonniers en Israël et dans divers pays avant aujourd'hui 14 H. Les gouvernements concernés se sont déclarés partisans de la fermeté.

A la Chambre des Députés, Soustelle a posé une question orale sur ce détournement : il manque singulièrement de pudeur, cet ancien chef de l'OAS qui a eu recours au terrorisme le plus sanglant contre les peuples algérien et français. Chirac, lui aussi ancien d'Algérie, qui fait aujourd'hui matraquer les travailleurs et fait tirer sur les paysans, a parlé de son

«émotion» et de la «dignité de la personne humaine».

Rappelons que le FPLP a démenti toute participation à ce détournement, l'OLP l'a condamné. On n'entend plus parler du groupuscule fantôme qui revendiquait cette action. Cela n'empêche pas les escrocs qui nous «informent» de continuer à parler de «commando palestinien». Alors qu'ils font silence sur les massacres dans les camps palestiniens au Liban !

● ISRAËL : La collaboratrice de Libération est toujours détenue arbitrairement par la police et l'Etat sioniste. Elle va être gardée à vue pendant quinze jours. La loi des sionistes permet de renouveler la garde à vue de quinze jours en quinze jours pendant six mois.

INTERNATIONAL

Interview d'Otelo de Carvalho

QUELLE UNITE ?

Dans une interview publiée par «Libération», Otelo de Carvalho fait un premier bilan des élections et trace des perspectives d'avenir. Il déclare que, si on compte les abstentions, Eanes n'a été élu que par 50 % des électeurs portugais et que, compte tenu des voix récoltées par sa candidature et celle de Pinheiro de Azevedo, le PS est le grand perdant.

En ce qui concerne l'avenir des forces politiques mobili-

conciliation bourgeoise et d'une voie révolutionnaire, ou s'il opte pour la voie bourgeoise, les difficultés seront plus grandes».

L'idée que de nombreux militants du PCP pourraient rallier ce front révolutionnaire semble effectivement correspondre à la réalité portugaise : ils ont en effet commencé à franchir un pas en votant pour Otelo. Mais la question qui est posée est celle de la prise en compte de

la politique d'ensemble du PCP : les masses portugaises ont fait l'année dernière, l'expérience du caractère anti-populaire et putschiste de la politique de ce parti. Le révisionnisme ne peut être caractérisé seulement comme voulant collaborer

avec les partis bourgeois, alors que les deux années passées ont révélé qu'il avait bien un projet propre de capitalisme d'Etat. Autant de questions auxquelles les révolutionnaires portugais sont confrontés.

J.P. CHAMPAGNY



Eanes, le nouveau président du Portugal.

sées autour de sa candidature, les groupes dynamisateurs d'unité populaire (GDUP), il déclare : «*Mon idée a toujours été, comme pendant la campagne, de créer un large front populaire de masse, qui à travers des luttes concrètes et avec la compréhension et l'adhésion des masses, pourra atteindre l'unité. Il se peut qu'à partir de là un parti de masse des travailleurs puisse se créer, mais on ne peut le faire du haut vers le bas.*»

Le projet part d'une constatation tout à fait juste. Il semble que les aspirations révolutionnaires des masses portugaises dans les banlieues ouvrières se soient exprimées par le soutien à la candidature d'Otelo et le vote en sa faveur : mais ce qui n'est pas dit c'est comment peut se construire un tel front. A partir d'une unité «contre la droite» et pour refuser de payer la crise, l'élaboration d'une ligne politique révolutionnaire peut-elle se faire sans l'approfondissement et l'éclaircissement de cette unité, sans contradictions ? La question qui se pose est évidemment celle de l'attitude d'un tel front par rapport au P(C)P. Otelo tente de répondre à cette question : «*Le parti communiste qui a un appareil très organisé et une grande capacité d'action, a maintenant une option à faire... Si le PC se décide finalement pour une voie révolutionnaire, ce que veut un grand nombre de ses militants et de ses sympathisants, nous pourrions créer un grand front d'opposition à la droite. Si le PC continue à se débattre entre le choix d'une voie de*

URUGUAY

QDP : «*Quelles possibilités y-a-t-il de coordination entre les différents secteurs de la gauche uruguayenne ?*»

H.C. : Nous pensons qu'à l'heure actuelle, les perspectives de convergence et de coordination des différents courants de la gauche uruguayenne doivent être recherchées fondamentalement à travers l'unité et la coordination à la base, et dans le front des luttes, à l'intérieur du pays. Ceci ne signifie pas que nous écartions d'autres éventualités, mais c'est ce que nous considérons comme fondamental dans un processus unitaire.

A la fin de la grève de résistance à la dictature en juillet 1973, la ROE (Résistance Ouvrière-Etudiante) fit la proposition de créer un Front National de Résistance, avec les forces populaires unies.

QDP : «*Quelles forces doit comprendre ce Front que vous proposez ?*»

H.C. : Pour nous, ce processus unitaire doit regrouper tous les groupes et secteurs lésés par la dictature et qui s'opposent à elle. C'est la classe ouvrière qui

EANES RAPPELLE LES PATRONS SALAZARISTES

Dans une semaine, Eanes sera investi président de la République et désignera le premier ministre, Mario Soares. Le gouvernement fixera alors un programme qui devra être approuvé par l'Assemblée.

Outre ses déclarations sur la nécessité de l'«ordre» et de la «reconstruction» de l'économie, Eanes a déclaré que les «chefs d'entreprise exilés», en clair les patrons salazaristes pourraient rentrer et «revenir faire leur vie au pays». Après les menaces d'hier mettant les révolutionnaires hors-la-loi, ces propos sont significatifs du type de démocratie bourgeoise musclée qu'il permet au Portugal.

De son côté, Cunha, dirigeant du PCP a déclaré, avant de partir pour la conférence des partis révisionnistes de Berlin Est, que «le PCP récupérera avec intérêt» les voix perdues aux élections de dimanche.

● GRÈCE : La femme de Papadopoulos ex-dictateur grec vient d'être arrêtée, elle est condamnée à vingt-cinq mois de prison pour fraude contre l'Etat. Agent zélé des services de renseignement avant d'être femme de dictateur, elle avait continué à percevoir son salaire de 1967 à 1973, alors qu'elle n'assumait plus officiellement ses fonctions.

A L'ECOUTE DE LA RESISTANCE

INTERVIEW DE HUGO CORES

dirigeant syndicaliste uruguayen et militant de la R.O.E. fin

doit dominer et être à l'avant garde de ce processus (1). Il doit regrouper la petite bourgeoisie (surtout employés des services, secteurs de l'université, professions libérales, petits commerçants). On peut envisager que cer-

(1) Il convient de donner ici quelques précisions sur le Parti Communiste Uruguayen (révisionniste NDLR). A la différence des autres pays du continent, dans le nôtre, le Parti Communiste possède une réelle implantation ouvrière. Nous menons contre eux de dures polémiques, particulièrement contre leur tentative de subordonner la classe ouvrière aux intérêts d'une soi-disant bourgeoisie nationale, et ensuite de chefs militaires «péruviens» ou «progressistes» ; mais avec l'ouvrier communiste, avec le militant communiste qui a commencé à subir ces derniers mois la dureté de la répression qui depuis des années frappe les révolutionnaires, notre politique a été, et continuera d'être, la recherche de l'unité, sans pour autant abandonner la lutte idéologique.

apparaissent comme des termes inséparables, comme composantes d'un même acte politique. Nous devons approfondir les actes de la Résistance et les luttes, avancer dans les tâches d'organisation révolutionnaire. La ROE continuera à être dans ces luttes. Dans ces tâches sont tombés plusieurs de nos camarades, dont les

tains éléments libéraux, du genre d'Aldunate, appartenant à la bourgeoisie agropécaire, ou des éléments de secteurs liés à la consommation populaire (textile) puissent y avoir leur place, mais il ne s'agit pas du ralliement de ces couches dans leur ensemble.

Ainsi l'unité du peuple et la lutte pour le socialisme

corps ont été retrouvés flottant dans la mer. C'est dans l'accomplissement de ces tâches que le camarade Gerardo GATTI, vieux militant populaire et un des fondateurs de notre organisation a été séquestré. Par fidélité à la cause du peuple, il y a en prison, torturés, parfois assassinés, des milliers de prisonniers et de militants de toutes les organisations populaires.

Mais l'histoire ne marche pas à rebours. Dans notre pays et dans toute l'Amérique Latine, la résistance des peuples vaincra.

Uruguay : conférence de presse

Les grévistes de la faim de la Maison Verte, 127, rue Marcadet, ont tenu hier une conférence de presse pour attirer l'attention sur la situation des milliers de réfugiés latino-américains aujourd'hui traqués.

Ils ont rendu compte des nombreux témoignages de solidarité qu'ils ont reçus.

Ils ont signalé une nouvelle disparition : celle de Hugo Mendes, dirigeant du Congrès Ouvrier Textile, enlevé chez lui le 15 juin dernier à Buenos Aires par un groupe d'hommes armés.

Le secrétaire général de la Cimada a rendu compte de la délégation faite au ministère des Affaires Etrangères pour exiger :

- l'ouverture de l'ambassade de France à Buenos Aires,
- le soutien de la proposition du Haut Commissariat aux réfugiés de Genève pour l'octroi de visa et l'accueil en France des milliers de réfugiés argentins.
- l'appui d'une initiative pour l'envoi d'une Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Argentine et en Uruguay. Sur ce dernier point le Ministère s'est montré très réservé. C'est que les «relations économiques» entre l'Argentine et la France sont importantes...

NEMEIRY EN VISITE À PARIS

Nemeiry, président du Soudan, est arrivé hier à Paris après un voyage aux Etats-Unis. Il sera reçu par Giscard et rencontrera des représentants du patronat. C'est la première visite d'un chef d'Etat soudanais en France.

Le régime de Nemeiry qui entretient des relations privilégiées avec les pays arabes, a néanmoins reconnu l'Etat d'Israël à la fin de l'année dernière. Depuis le coup d'Etat manqué du parti révisionniste, le gouvernement soudanais s'est rapproché progressivement des pays capitalistes et a tourné le dos à l'intégration économique avec la Lybie et l'Egypte qui avait été envisagée.

L'agriculture est la principale richesse du pays avec un potentiel très important : sur les terres fertiles et limoneuses de la Guéziréh, des métayers dépendant de l'Etat produisent du coton, du blé, des fèves. L'élevage a également été développé. Pour la mise en valeur d'autres régions, le gouvernement a fait appel à des investissements américains, anglais et français, ainsi qu'aux émirats pétroliers du Golfe.

LA FRANCE, PREMIER CLIENT EN 1975

Les relations économiques avec la France se sont remarquablement développées depuis quelques années : en 1975, elle est devenue le premier client du Soudan, en particulier par des importations d'arachides ; elle est au septième rang de ses fournisseurs (machines, véhicules, insecticides). Néanmoins, la visite de Galley en janvier-février 1975 n'avait pas donné lieu à

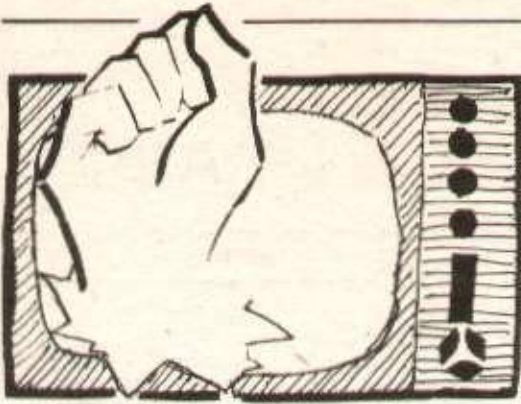
la signature de contrats ou à l'attribution de prêts d'Etat.

Il est certain qu'une «percée» a été faite par l'impérialisme français au Soudan : participation au complexe sucrier de Kenana, canal Jonglai-Malakal (Grands Travaux de Marseille), fournitures d'engins par Poclain. Les discussions qui auront lieu entre Nemeiry et Giscard permettront probablement de sanctionner ce développement des échanges et des investissements par des accords d'Etat à Etat. Mais ce n'est pas seulement l'achat d'arachides et de coton ou la fourniture d'équipements et de machines qui intéressent l'impérialisme français. Le sous-sol du Soudan pourrait receler du pétrole et de nombreux minerais (chrome, manganèse, or, uranium, etc...). Le bureau français des recherches géologiques et minières procède à des recherches au Soudan, mais comme dans beaucoup de pays, l'impérialisme français n'est pas le seul.

URUGUAY : PAS DE FRONTIÈRES POUR LA POLICE

- A Montevideo, la police uruguayenne pénètre à l'ambassade du Venezuela pour donner la chasse à une ressortissante uruguayenne qui venait d'y demander l'asile. Après avoir frappé le consul, la police a enlevé la jeune femme sans autre forme de procès... l'ambassadeur du Venezuela a tout de même élevé une protestation contre la violation de la souveraineté territoriale...

ENQUÊTE



Derrière l'écran ... -3-

Thomson-Brandt : les deux visages de la dictature des «petits chefs»

1968-1975 : «LA MANIÈRE FORTE»

L'usine CIAPEM-BRANDT à Lyon-Gerland est très connue pour ses conditions de travail très dures et la répression systématique par laquelle l'encadrement essaye de contenir la révolte des travailleurs. Or, depuis la crise, s'installe une politique faite de démagogie et de multiples invites à la collaboration de classe accompagnées d'une transformation de la conception des ateliers. Le tout avec le concours d'un psychiatre. Nouvelle tactique patronale qui vise à amener les travailleurs à perdre de vue que la lutte est possible et à s'en remettre à leur chef. Expérimentation de méthodes pour imposer (pacifiquement) de nouvelles aggravations des cadences, il est vraisemblable que tout le trust lui donne valeur de test.

La politique de répression qui avait caractérisé l'entreprise jusqu'en 75 s'explique par l'empreinte de mai 68. Les barricades, l'occupation de l'usine, cela n'avait pas déplu à beaucoup d'O.S. de l'usine et dans les années suivantes, les tracts de dénonciation de l'exploitation édités par la «gauche prolétarienne» entre autres eurent un large succès favorisant un climat d'agitation et de révolte. Plusieurs conflits durs, localisés, ont pu être imposés aux révisionnistes.

CFT, GARDES «MUSCLÉS» ET CHIENS POLICIERS...

Du côté de la direction et des révisionnistes du PCF, c'était la psychose du «gauchiste», du «Mao qui veut tout casser». Ainsi, vers 1970-71, la di-

rection introduit des gardes jeunes et musclés et des chefs ayant servi à la CFT chez Chrysler. Lors de la grève avec occupation faite par les immigrés de l'annexe de Villieu, certains cadres essayent de constituer la CFT à l'usine principale. Mais sans succès.

Par la suite sont introduits les gardes intérimaires fournis par un «cabinet Martinez», puis par un «cabinet André» qui circulent, matraques à la hanche, le soir dans les ateliers pendant le travail des équipes. Deux d'entre eux, un soir, pour se «distraire», provoquent et matraquent grièvement un travailleur tunisien. A cette époque aussi, la direction introduit des chiens policiers dans l'usine qui y ont leur chenil, leur zone d'entraînement.



Sur une chaîne de montage de la CIAPEM, avant «l'amélioration des conditions de travail»...

LA «CHASSE AUX SORCIÈRES» CONTRE LES SYNDICALISTES ET LES RÉVOLUTIONNAIRES

A tout signe de révolte individuelle ou collective, c'est la chasse aux «sorciers gauchistes», les brimades, les bons de sortie. La manière forte devient un moyen de promotion pour une série de petits chefs fascistes. Lorsque les travailleurs commencent à s'emparer des idées révolutionnaires et que se forme le noyau de ce que la boîte compte de plus combatif, l'encadrement est désemparé. Car la ma-

nière forte a l'effet opposé du but recherché et produit un terrain favorable à la constitution d'une section syndicale combative. L'arsenal répressif va alors concentrer ses coups sur les délégués et syndiqués CFDT connus, et opposer à toute lutte une intransigeance absolue et plusieurs moyens d'intimidation contre les ouvriers. Par exemple, les gardes sont chargés d'opérer des fouilles à la sortie du boulot sous prétexte de vols. Cela a donné lieu chaque fois à de tels incidents que la direction a dû y renoncer au bout d'un mois.

Egalement, la direction, au cours de l'hiver 74, recourt à Sécurex pour traquer les ouvriers malades jusque dans leur lit. Une énergique dénonciation de cette officine policière pseudo-médicale et la révolte que cela soulève amènent la direction à l'abandonner.

La direction renforce ses gardes musclés par une dizaine d'espions loués à Citer, entreprise d'intérimaires liée à la CFT et créée par Berliet. Ce sont des jeunes qui travaillent sur chaîne, qui, stimulant une attitude combative cherchent à s'infiltrer dans la section syndicale. Mais en même temps, ils sont liés à la pègre et leurs activités troubles en dehors de la boîte obligent la direction à les retirer précipitamment.

S'il est vrai que la dictature d'une chiourme limite la base organisée de la section syndicale, la hargne du patron la désigne à tous comme l'ennemi et la lutte forge une base de deux cents à trois cents O.S. porteurs d'une solide haine de classe.

Et la jeune section syndicale eut 25% des voix en 73, à sa création, 35% en 74, et 50% en 75.

LA POLITIQUE DU FOUET : UN ÉCHEC

Mais l'année 75, c'est déjà une année de crise avec de nouveaux obstacles à la lutte. Le chantage à la crise commence à être surmonté en juin avec des luttes d'une âpreté nouvelle. La direction y oppose une intransigeance totale et une répression sans précédent contre les délégués. La direction se rend alors compte que la politique du fouet ajoutée au poids de la crise qui pèse sur les travailleurs la place sur un véritable baril de poudre. Elle change de tactique et de chef du personnel.

«CADRES ET OUVRIERS, AIMEZ-VOUS LES UNS, LES AUTRES !!»

Les gardes spéciaux, les sanctions sont mises de côté et la direction met en place toutes sortes de moyens pour imposer la voie de la collaboration de classe aux travailleurs : ce sont de fréquents voyages organisés pour faire visiter d'autres usines à des ouvriers - avec bon repas bien arrosé et bonne humeur entre cadres et ouvriers pendant le voyage.

Ce sont toutes sortes de réunions, de commissions en dehors du CE où la direction invite des ouvriè-



...La même chaîne de montage, après. Dans l'atelier «embelli», il n'y a plus qu'une ouvrière pour faire le travail de deux. Stoléro est passé par là !

CHANGEMENT DE TACTIQUE, CHANGEMENT DE CHEF DU PERSONNEL

L'illustre Claris, chef du personnel est envoyé à Angers pour tenter de rogner les droits syndicaux et avantages que les travailleurs avaient su imposer. Ancien notable du Maroc, il recourait sans détour aux formes de répression les plus grossières et multipliait les «gaffes». Il est remplacé par Marc Roux dont les syndicalistes de Berliet disent qu'il y a été formé à un libéralisme musclé auquel il apporte le style onctueux et retord d'un ancien séminariste que les travailleurs avaient pris tout d'abord pour un ancien flic.

res, des immigrés à exposer leurs problèmes, leurs suggestions...

Depuis 75, la maîtrise est systématiquement envoyée aux stades d'un organisme CIEPES, intégrés dans leur formation professionnelle. Ces stades n'ont aucun caractère technique mais portent uniquement sur les «relations avec le personnel», sur le syndicalisme... Cet organisme est dirigé par un certain Mauger et est connu comme l'organisme théorique de la CFT. Tous les chefs, depuis qu'ils ont fréquenté ces stades reçoivent une feuille hebdomadaire «Vie et Travail» contenant un anti-marxisme élaboré et prônant une association Capital-Travail-dynamique.

CE QUE PENSE UNE OUVRIÈRE DE BRANDT

QUI TRAVAILLAIT AUPARAVANT À BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

«Mon impression, dans les premiers jours, c'était que comparé aux chaînes de Brandt, Bourgogne Electronique avait été une «usine de repos»

Sur les chaînes de montage des machines à laver Brandt, la cadence est rapide et l'on passe souvent près de huit heures debout sans avoir vraiment la possibilité de souffler en dehors des deux pauses dérisoires de dix minutes. Pour se faire remplacer tout dépend du bon vouloir des polyvalents.

Quand je suis rentrée dans cet immense atelier du montage j'ai remarqué le cadre déprimant de murs et sols gris et sales, le bruit énorme et assourdissant. Mais le psychiatre de l'usine étant sans doute occupé, les murs sont devenus oranges ou verts, les poutres bleu turquoise. Contre le bruit, ils ont commencé, à dresser, des

cloisons de couleur entre les chaînes, cloisons minuscules et entre-coupées soit disant contre le bruit mais utiles pour la division des ouvriers.

Il commence à «pousser» des salles de repos, collées aux chaînes, salles exigües entourées de vitres, visibles des bureaux des chefs. Il est difficile de ne pas se sentir surveillés dans cette usine où quelques fayots et mouchards sont bien placés, où les chefs distribuent les tracts patronaux sur la chaîne, où ils vont même jusqu'à passer la veille d'une grève nationale en prévenant qu'il faudra travailler... sans oublier de menacer les étrangers d'un renvoi dans leur pays en cas de grève !

A Bourgogne Electronique le rendement quotidien pourtant important, permettait de se détendre plus fréquemment, et si ce n'était pas les cadences infernales de la chaîne, c'étaient des travaux

minutieux éprouvant pour la vue et les nerfs. C'était des conditions dangereuses : manipulation sans sécurité des produits comme le trichlo, produits chimiques, d'acides, une atmosphère suffocante provoquée par les vapeurs d'ammoniac dans un atelier etc..., et le risque permanent des intoxications au nickel-carbonyle...

La surveillance des travailleurs à BE ne prenait pas des formes aussi voyantes et quotidiennes qu'à Brandt mais elle n'a pas empêché qu'après le succès de leur lutte la répression s'est abattue durement sur 23 ouvriers syndicalistes ou combatifs.

Les conditions dangereuses de Bourgogne Electronique, les cadences infernales de Brandt montrent que pour le trust Thomson Brandt, la santé des travailleurs ne compte pas. La répression contre les ouvriers y est en tous cas féroce !



63^e TOUR DE FRANCE

6^e ÉTAPE : BASTOGNE-NANCY

DANS NOTRE COURRIER

COMMENT PARLER DU TOUR ?

Camarades,

J'ai compris aujourd'hui lundi 28 juin, en lisant l'article sur le «Tour de France» de la page 10 du Quotidien du Peuple, pourquoi jusqu'ici, lorsque j'avais quelques critiques à faire au journal, je ne m'étais jamais résolu à vous écrire.

La raison, la voici : jamais encore, je n'avais été scandalisé à ce point par un article du QdP.

Je ne sais pas si vous avez déjà lu «l'Equipe», on s'y croirait.

Je pense qu'avant de décider de rédiger les articles de cette manière, d'envoyer Alain Desave sur la route de cette foire ambulante, vous avez dû avoir des discussions, à la rédaction du QdP. Je trouve dommage que nous n'ayons pas pu y participer, et en tout cas, tout-à-fait anormal que vous ne nous ayez pas mis au courant des résultats de vos débats.

Ce débat, quel est-il ?

● Il y a, d'une part, un intérêt, réel, des masses pour ce «Tour de France».

● Il y a d'autre part, une réalité qui est que cette course, comme vous l'avez bien montré dans l'article du 24 juin, est avant tout une grande machine à sous.

● Il y a enfin, le fait que l'esprit de cette course, comme de l'ensemble du sport dans cette société, est d'un individualisme et d'un chauvinisme écœurants.

Nous sommes bien conscients, comme toi-même, qu'il n'est pas facile de traiter du sport dans le Quotidien et qu'il s'agit de ne pas tomber ni dans le style «l'Equipe» ni de rabâcher sentencieusement des généralités sur le sport en système capitaliste.

Une chose est sûre : le sport et en particulier le Tour de France suscite un grand intérêt chez les travailleurs ; d'ailleurs la plupart de ceux qui le pratiquent sont d'origine populaire. Contrairement à ce que tu affirmes, le Tour de France n'est pas, à notre avis, seulement une confrontation entre marques capitalistes et un «creuset d'idéologie bourgeoise», c'est aussi une épreuve sportive qui suscite l'admiration des travailleurs par les qualités, notamment physiques qu'elle exige des coureurs. A ce titre, il nous paraît juste d'en rendre compte régulièrement.

Voilà, le problème est posé :

- Faut-il, sous prétexte que cela suscite un certain intérêt, consacrer une place importante dans le journal à raconter, sur un ton amusé, en ayant l'air de trouver cela sympathique, les péripéties de cette foire d'empoigne des capitalistes et de ce creuset d'idéologie individualiste et chauvine qui ne peut que servir la bourgeoisie ?

- Faut-il, à l'inverse, se contenter de sans cesse rabâcher les mêmes vérités, sans avancer d'un centimètre dans la critique du sport ?

- Où se situe la synthèse entre ces deux extrêmes ?

C'est un problème difficile, mais je crois que les réponses justes aux problèmes difficiles ne tombent pas du ciel, qu'elles viennent des masses, pour autant qu'on essaie de poser clairement les questions sans chercher des compromis qui ne servent à rien qu'à tout embrouiller.

Maintenant que le pli est pris, je pense que je vous enverrai mes critiques plus souvent.

Allez-y, camarades, continuez et bon courage, le QdP est le meilleur journal que je connaisse.

Salutations
Révolutionnaires

Lecteur de Sarcelles

ment. Par ailleurs, nous ne pensons pas que les articles réalisés aillent dans le sens de l'exaltation du chauvinisme ni du système patron-domestiques qui régit les équipes engagées dans le Tour. Le capitalisme pourrait tout ce qu'il touche, le sport n'y fait certes pas exception mais il faut bien se poser la question : pourquoi les travailleurs s'intéressent-ils au Tour de France ? Pour ses côtés capitalistes ou pour son aspect sportif ? Les premiers déteignent évidemment sur le second mais ne le font pas disparaître. Notre tâche consiste à tenir compte de l'aspect sportif et à dénoncer l'idéologie bourgeoise qui le corrompt. C'est pourquoi, nous ne ferons pas que commenter le Tour au jour le jour et nous envisagerons aussi de critiquer plus à fond l'organisation capitaliste du sport cycliste.

Hier, les coureurs ont quitté la Belgique pour rejoindre Nancy, toujours sous un soleil ardent. Il n'a pas empêché la course d'être très animée dès le départ, le Belge Ferdinand Bracke lançant la première tentative d'échappée.

Le fait marquant de la journée a été la longue échappée de l'italien Pireccchini : en tout deux cents kilomètres de course solitaire ! A soixante-dix kilomètres de l'arrivée, il avait porté son

avance sur le peloton à un quart d'heure, ce qui, compte-tenu de son classement à 8 minutes 52 secondes de Maertens, en faisait le nouveau maillot jaune. Naturellement de nombreuses attaques partaient alors du peloton et à une quinzaine de kilomètres de Nancy un groupe se détacha sous l'impulsion de Mariano Martinez, accompagné de Delisle, Talbourdet, Paolini et Corbeau bientôt rejoints par Kneteman. L'avance de Pireccchini n'était plus que de 9

minutes. Au fil des derniers kilomètres les écarts fondaient si bien qu'à Nancy, Pireccchini très applaudi pour son exploit ne comptait plus que quatre minutes trente d'avance sur le champion d'Italie, Paolini, qui devançait Kneteman au sprint. Le peloton se présentait une trentaine de secondes plus tard. Finalement, le vainqueur de l'étape remonte à la 17^e place à 4 minutes 12 mais il n'y a pas de changement dans le classement des 15 premiers.

CLASSEMENT DE L'ÉTAPE

1 : Pireccchini - 2 : Paolini - 3 : Kneteman - 4 : Martinez - 5 : Talbour - 6 : Delisle - 7 : Corbeau.

CLASSEMENT GÉNÉRAL
15 premiers : pas de changement.

VIE DU JOURNAL

A Ste Geneviève-des-Bois (Essonne) LA FÊTE SOUS LE SIGNE DE L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES

Dimanche dernier, c'était la fête de l'ACAFI, (Association d'Amitié Français-Immigrés, née voici deux ans, au cœur de la cité populaire «Saint-Hubert» de Sainte-Geneviève-des-Bois).

C'était la fête des travailleurs arabes, portugais et français, mais aussi des enfants de la cité.

A l'ombre du petit bosquet qui borde la place du marché, on avait installé des chaises autour d'un buffet servant merguez, crêpes, thé à la menthe et autres rafraîchissements. C'est là qu'on se retrouvait pour causer entre amis et nouveaux venus.

Les enfants avaient organisé sur la pelouse, jeux d'adresse, courses en sac et autres attractions. La bourse aux vêtements a connu un grand succès, surtout auprès des mères de famille qui trouvaient là vêtements, sacs à main, chaussures pour une modique

participation de 1, 2 ou 3 francs.

Dans la salle, c'était la musique qui tenait la bonne place, grâce à un excellent groupe tunisien qui chantait la souffrance, les luttes et l'espoir des masses populaires arabes. Un film sur la campagne électorale portugaise d'il y a deux mois fut présenté par Alain Labrousse.

Près de 250 personnes ont ainsi pu se retrouver pour clôturer cette année d'activités de l'ACAFI. Si les Français ont été assez peu nombreux, il y a eu par contre beaucoup de travailleurs immigrés du foyer SONACOTRA qui est tout proche.

Faire participer davantage les travailleurs français aux activités de l'association, voilà un des objectifs pour la prochaine rentrée.

Corresp. Ste Geneviève

Tous à la fête pour le 1^{er} anniversaire de l'indépendance des Îles du Cap Vert



A partir de 20 h 30 - Samedi 3 juillet
Cartoucherie de Vincennes
Dimanche à partir de 13 H, 81 rue de la Plaine
Métro Marais

COMMUNIQUÉ

COMMUNIQUÉ

Alors qu'en Afrique du Sud, le gouvernement raciste de Vorster renforce l'apartheid, exploite et réprime violemment la population africaine, un «congrès du tourisme sud-africain» doit se tenir du 6 au 10 septembre pour «promouvoir sur une grande échelle les échanges touristiques entre l'Europe et l'Afrique du Sud, plus particulièrement entre la France et l'Afrique du Sud». Ce congrès sera présidé par d'Ornano et Médecin, membres du gouvernement français.

Le C.O.C.I.A.A. - Campagne anti Outspan organise une pétition qui «exige que soit mis fin au soutien très actif que le gouvernement français apporte au régime raciste : que soit annulée immédiatement la tenue en France du congrès du tourisme sud-africain».

Campagne anti-Outspan
46, rue de Vaugirard
75006 Paris

LE CHAPITEAU DU GRAIN DE SEL

Collectif formé de : Troupe Z, Imago, Mass Devia, la Carmagnole ; renforcé pour la circonstance par des groupes de la région de Marseille : Blagueballe, Mini-théâtre, Sartan, Troupe Femmes Immigrées, Barricades, El Halaka, Pulsation, les danseurs de Bassens, séjournent à Marseille, place Carli jusqu'au 11 juillet aujourd'hui jeudi 1^{er} juillet :

- mise en place du manège et animation pour les enfants (jeux, ateliers jusqu'au 11 juillet)
 - 18 H : «La ville est à nous», film
 - 20 H : «Attica», film
 - 22 H : concert Imago, Beltrane
- Demain vendredi :
- 18 H : «Jusqu'au bout», film
 - 20 H : «Bonne chance la France», film
 - 22 H : Concert Imago

CAMP DE LOISIRS POPULAIRES de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
camps de toiles, marabouts...

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCFml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris - Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET - Imprimé par
IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

Que lire pendant les vacances ?

LE DOCTEUR LIBERTE

de S. GORDON et Ted ALLAN

LE DOCTEUR LIBERTE (éditions l'Étincelle) de S. Gordon et Ted Allan, «l'esprit du camarade Béthune, oubli total de soi et dévouement pour les autres, apparaissait dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple. Tout communiste doit le prendre pour exemple». Mao-tsé-Toung.

Nous savons que les camarades chinois citent toujours en exemple d'internationalisme prolétarien le docteur Norman Béthune. Mais connaissons-nous les étapes qui ont amené le médecin canadien célèbre à se mettre au service du peuple espagnol d'abord, pendant la guerre civile, puis, du peuple chinois qui luttait contre les envahisseurs japonais ?

«Le docteur liberte» nous permet de comprendre la prise de conscience d'un homme déjà d'un certain âge que rien apparemment, ne destinait à consacrer toutes ses forces aux peuples en lutte. De larges extraits du journal tenu par Norman Bethune nous montrent sa créativité médicale liée à sa volonté de servir le peuple : c'est en voyant tous les jeunes combattants

espagnols qui mouraient faute de soins sur le front qu'il eut l'idée de faire sur le champ de bataille même des transfusions sanguines, ce qui constituait à l'époque une vraie révolution dans le domaine sanitaire.

Dès qu'il eut organisé en Espagne certains structures médicales, il partit pour la Chine où la violence même de la lutte requérait son aide. Là encore, il déploya toute sa créativité ; il alla dans la zone des combats ; il se jeta de tout son élan révolutionnaire dans la lutte contre la maladie et la mort. Ne lui arriva-t-il pas d'opérer sans s'arrêter et dans les conditions les plus précaires trois jours et trois nuits ?

Ce livre est très beau car il montre par l'exemple de Norman Bethune, ce dont

un homme est capable lorsque, en communiste convaincu, il se met au service du peuple.

Paule SACONNET

S. Gordon - Ted Allan - Le Docteur liberte (éditions l'Étincelle 135 F 75)

Signalons aussi la parution aux éditions de Pékin (pour un prix beaucoup plus accessible - 2 F 30) d'une biographie du camarade Norman Béthune pendant la période où il se mit jusqu'à ses dernières forces au service du peuple chinois. Cette vie de Norman Bethune est présentée de façon très vivante sous forme de bande dessinée et pourrait donc être une lecture de vacances pour les jeunes.

«LES DOSSIERS NOIRS DU SUICIDE»

de Denis LANGLOIS

Dans ce livre, en s'appuyant sur de nombreux exemples, Denis Langlois, montre le lien étroit entre l'inégalité, l'oppression de notre société actuelle et cet acte de renoncement ou d'ultime protestation qu'est le suicide. En effet, qu'il s'agisse de jeunes, de chômeurs, de retraités, d'expulsés, de prisonniers ou de petits commerçants, tous ceux qui ne trouvent de solution que dans la mort volontaire le font sous la pression d'une société de profit, de concurrence, de solitude et de répression aussi féroces que sournoises. Et comme le conclut Denis Langlois dans sa préface

«Seule une société plus juste, plus libre, plus fraternelle, plus humaine tout simplement, pourrait faire que chacun soit heureux d'y vivre...»

Tous ces récits de gens acculés à la mort dans leur sobriété déchirante, s'ils ne débouchent pas sur une solution de lutte contre cette forme d'oppression, provoquent chez le lecteur une colère de classe contre une société qui fragilise, isole, broie ainsi les êtres, et réaniment la volonté d'en finir radicalement avec elle pour instaurer de nouvelles structures d'égalité et de

plein épanouissement du potentiel de capacités de chacun de nous.

Denis LANGLOIS : Les dossiers noirs du suicide (Le seuil, «Combats»)

Denis Langlois qui est avocat, a constitué d'autres dossiers particulièrement riches en exemples d'exactions, d'escroqueries, d'assassinats de toutes sortes : Les dossiers noirs de la police française (Seuil - 1971) ; Les dossiers noirs de la justice française (Seuil - 1974)

Norman Béthune, lors de la Longue Marche.



JEUDI 1^{er} JUILLET

TF1

- 13 h 00 - JOURNAL
- 15 h 00 - Tennis (Wimbledon)
- 15 h 50 - Tour de France
- 18 h 05 - Pour les jeunes
- 18 h 30 - A la bonne heure
- 19 h 05 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes.
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Sandokan Feuilleton
- 21 h 20 - L'événement
- 22 h 30 - Le marathon Dramatique
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

A2

- 14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
- 18 h 15 - Le palmars des enfants
- 18 h 30 - TV Service
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - La folle de Chaillot Pièce de Jean Giraudoux
- 22 h 30 - Juke Box
- 23 h 30 - JOURNAL et fin

FR3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 05 - Programmes Régionaux
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune Libre
- 19 h 55 - Flash Journal
- 20 h 00 - Au fil du Rhône
- 20 h 30 - Cinéma d'hier et d'aujourd'hui : Crime et châtiement. Film français de P.Chenal (1935). D'après Dostoievski.
- 22 h 20 - JOURNAL et fin

FEUILLETON

Hebken

de YOUENN CÔIC

Conte gueux

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Les parents nourriciers de Youenn Hebken viennent de mourir.

L'administrateur de l'hôpital le trouva assez fort pour s'occuper d'entretenir son jardin, qui donnait sur l'étang, juste en face du château-mairie.

Youenn qui ne connaissait pas grand-chose à l'horticulture se trouva mêlé à faire d'autres travaux.

Il se sentit quand même un peu prisonnier, parce qu'il ne pouvait sortir que le dimanche matin pour aller à la messe. Et encore : il accompagnait Monsieur Le Coz et Madame, et leurs enfants, Marie, quatorze ans, et Sophie-Paule, douze ans, l'une blonde, l'autre brune, taquines, coquines et fières également, qui voulaient bien jouer avec Youenn, à condition de pouvoir le martyriser.

Corps et âme.

La rigueur sévère de l'administrateur et de sa femme, et la compagnie perpétuelle des vieillards et des infirmes de l'hôpital étouffaient l'adolescence de Youenn.

Quelques bonnes sœurs qui étaient chargées de l'entretien des vieux montraient pour lui, de la gentillesse ; quant à l'administrateur, il était content de lui, parce qu'il travaillait de toutes ses forces, et que sa nourriture et son entretien revenaient moins cher à son budget qu'un valet qu'il aurait fallu nécessairement payer.

Cela, Youenn l'entendit le dire mot pour mot à sa femme, un jour qu'il était dans la maison. Cela lui donna l'impression désagréable qu'on le faisait travailler dur pour rien.

- Youenn, dit Monsieur Le Coz, à la veille de la fête du Carnaval, vous irez ce soir faire cuire le pain pour nos bons vieillards au four de Lan Le Guen, qui est le moins cher. Vous apporterez du froment au lieu du seigle. Mais, attention ! seulement deux tiers de froment pour une ration entière de seigle, n'est-ce pas ? Car il faut que le prix coûtant soit le même ! Et veillez que Lan Le Guenn, le fourrier, ne prenne pas plus que le septième auquel il a droit !

Et Youenn se rendit compte que ce à quoi les vieillards avaient droit en qualité était en fait perdu en quantité.

Un jour, le curé de Combrit amena une vieille, en carriole. Youenn était là, à la porte.

Monsieur Le Coz vint au devant de lui, plein de déférence.

- Voilà Marjan Cosquéric, dit le curé. Je vous demande de l'admettre dans votre hôpital.

- Certainement, Monsieur le recteur. Il jeta un regard sur la charrette. Il y avait dedans une armoire aux clous de cuivre astiqués. Et des ballots de hardes. Ce qu'il y aurait à prendre, quand la vieille serait morte...

- Malheureusement, je n'ai pas beaucoup de lits, dit l'administrateur. Il y a beaucoup de demandes ces temps-ci, pour les nécessiteux...

Est-ce que vous ne pourriez pas la garder à votre charge ? Ici, je n'ai pas beaucoup de crédit, vous savez bien...

Youenn écoutait de toutes ses oreilles.

Le curé de Combrit regarda sa vieille, qui avait des yeux pleins de tristesse et de peur. Elle n'avait sans doute personne pour s'occuper d'elle.

- Ecoutez, monsieur l'administrateur, dit-il, j'ai là une quête en beurre pour votre hôpital, de la part de mes paroissiens. Si vous recevez Marjan Cosquéric, il y aura le mois prochain une quête en blé...

- Sans faute ? dit Le Coz.

- Parole de prêtre, affirma le curé.

- Youenn, décharge l'armoire et les affaires de cette pauvre femme, ordonna l'administrateur.

Et pendant que Youenn faisait, il supputait combien il pourrait mettre dans sa poche sur les crédits mensuels de la municipalité, en nourrissant chichement ses pensionnaires avec le blé de Combrit.

Youenn Hebken fut chassé de l'hôpital, parce que l'administrateur le surprit un jour en train de se baigner tout nu dans l'étang du château. Plus exactement, il avait vu ses filles le regarder, et il fut scandalisé.

(à suivre)

BOLIVIE : BANZER AFFAME LES 70 000 MINEURS EN GRÈVE

Depuis une semaine, le gouvernement bolivien publie des communiqués affirmant que les mineurs ont repris le travail. En réalité, que ce soit à Huamuni ou à Siglo, et tout le long de la Cordillère des Andes, les puits de l'Altiplano bolivien ne produisent plus d'étain, depuis le 12 juin. Les mineurs défiant la dictature ont décidé une grève indéfinie, jusqu'à l'obtention de leurs revendications. Aujourd'hui, l'épreuve de force est engagée : à la grève, Banzer riposte par la troupe qui encercle les districts miniers ; à la détermination des mineurs, qui sont regroupés au fond, Banzer répond par des tentatives pour affamer les mineurs, les asphyxier : ils sont privés d'eau, de nourriture et d'électricité. La peine de mort vient d'être rétablie. C'est que l'enjeu dépasse largement une lutte pour les salaires. Ce qui se joue en ce moment sur l'Altiplano, c'est une question de vie ou de mort pour le régime Banzer comme pour le mouvement ouvrier des mines et pour le mouvement populaire.

LE 16^e CONGRÈS DES MINEURS : UNE VICTOIRE

Il faut rappeler que depuis sa prise du pouvoir en 71, le régime gorille bolivien n'a pas réussi à se stabiliser, malgré les centaines d'arrestations. La classe ouvrière des mines en particulier qui représente l'avant-garde, au cours de ces 5 ans a ignoré les syndicats jaunes impulsés par le gouvernement, en mettant en place dans tout le pays des Comités de Base, en continuant à voter dans les

élections syndicales pour ses anciens dirigeants, même lorsque ceux-ci étaient pourchassés ou exilés. Elle a su tisser de nouveaux liens, renforcer son organisation, au point de pouvoir tenir le 1er mai dernier son XVI^e Congrès. Le Congrès de la FTMB (Fédération des Travailleurs Miniers de Bolivie) s'est tenu malgré tous les décrets dictatoriaux interdisant toute organisation syndicale ou civique.

LA VIE N'EST PLUS POSSIBLE

Le Congrès, qui a élu de nouveaux dirigeants, s'est livré à une étude approfondie de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière. Le peso bolivien a été dévalué plusieurs fois, d'environ 70 % de sa valeur au total.

Le prix des articles de première nécessité a terriblement augmenté, si bien que le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé d'environ 350 % ! Devant ces conditions, le Congrès des mineurs décide de demander une augmentation des salaires de 130 % et fixe un

décalé d'un mois au gouvernement pour céder, qui vient à expiration le 1^{er} juin. Le 9 juin, le gouvernement décrète l'état de siège dans tout le pays pour 3 mois et envoie la troupe occuper les districts miniers. En réponse, le 14 juin, les mineurs décident une grève indéfinie, exigeant le retrait des troupes, la liberté de leurs dirigeants syndicaux et satisfaction pour les salaires. Les revendications des mineurs concernent aussi le respect des droits humains et la récupération des ressources nationales.

ENCERCLEMENT MILITAIRE DES DISTRICTS MINIER

Le gouvernement fasciste de Banzer envoie aussitôt 6 régiments aéroportés sur les lieux, coupe l'eau et l'électricité et ferme l'unique supermarché qui permet le ravitaillement des mineurs. Ce qu'espère alors le gouvernement, c'est une réaction spontanée et violente pour pouvoir massacrer les mineurs. Il y a 2 mineurs tués à la mine de Siete Suyos. Mais dans l'ensemble, les mineurs ne tombent pas dans la provocation. Ils

descendent au fond des mines. Aujourd'hui, toute communication entre les mineurs et le reste du peuple est coupée. Les militaires occupent les districts miniers, contrôlent le chemin d'accès à la mine encerclée. Les mineurs pour survivre sont obligés de boire l'eau souillée qui s'écoule des roches. Ce que le gouvernement Banzer est en train de faire n'est ni plus ni moins qu'une tentative de massacre des mineurs.

L'espoir qu'il caresse est d'écraser définitivement les mineurs pour pouvoir écraser ensuite les autres mouvements, principalement universitaire. Or

c'est la première fois que les mineurs tiennent aussi longtemps une grève : d'ordinaire, au bout de 3 ou 4 jours, ils remontent du fond.

LE SOUTIEN FINANCIER DE L'IMPÉRIALISME US À BANZER

Mais cette fois, de part et d'autre, toutes les forces ont été jetées dans la bataille. Le gouvernement Banzer ne peut tenir seul : il a reçu l'appui de Kissinger lors de son escale sur le chemin de Santiago ; il a reçu le soutien des gouvernements présents à la conférence de l'OEA ;

est aussi celui où la résistance et la capacité de lutte est la mieux préservée.

La répression s'est abattue très lourdement depuis 2 mois sur tous les secteurs populaires : 27 dirigeants syndicaux viennent d'être exilés au Chili !

enfin il a reçu la promesse d'avoir une aide financière

Sans compter tous ceux qui depuis 2 mois ont été

avec fermeture obligatoire des entreprises et de l'administration et présence payée. Les masses populaires exigent le rapatriement du corps du général Torres, l'ancien chef d'un des gouvernements les plus progressistes de ces dernières années, assassiné le 2 juin par la dictature Banzer : elle refuse.

Le 20 mai dernier, la presse écrite et la chaîne de radio de Asbora font une journée de grève pour protester contre les menaces dont ils ont été l'objet, en particulier le journal

«Tiempos», pour avoir publié une déclaration de l'ex-commandant des forces armées, Reque Teran, envoyé en Argentine pour avoir comploté contre Banzer. Dans cette déclaration, il donnait à entendre que c'est Banzer qui est responsable de la mort de Che Guevara... En réponse, le gouvernement a occupé militairement plusieurs stations de radio appartenant à l'église : la conférence épiscopale avait pris position en faveur des revendications des mineurs.

CERTIFICAT DE BONNE CONDUITE POUR LES INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

Dans les villes universitaires, de grands mouvements de professeurs et d'élèves se déroulent depuis le mois d'avril : pour renforcer son contrôle policier sur les universités le gouvernement Banzer avait mis en place le CNES (Conseil de l'éducation supérieure) qui obligeait les étudiants lors des inscriptions universitaires à présenter un certificat de bonne conduite délivré par le ministre de l'intérieur. Les étudiants fichés qui se présentaient à l'inscription étaient automatiquement interceptés et envoyés en prison. Les étudiants et les professeurs réclament la suppression du CNES et le retour à l'autonomie des universités, qui est une des traditions les plus fortes en Amérique Latine. A la suite de ces mouvements, plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés et envoyés au Chili. A Sucre, il y a eu 1 mort et plusieurs blessés, à Oruro, il y a eu 2 morts et plusieurs blessés.



de l'impérialisme brésilien, très actif en Bolivie. Car la production minière est vitale pour l'économie bolivienne : elle représente plus de 80 % des ressources. Lorsque les mines sont paralysées, c'est tout le pays. C'est pourquoi Banzer et l'impérialisme U.S. veulent s'assurer le contrôle absolu de ce secteur stratégique, qui

envoyés au Brésil ou en Paraguay. On calcule qu'en 15 jours 200 personnes ont été arrêtées.

La lutte des mineurs s'inscrit aujourd'hui dans un contexte de lutte de l'ensemble des secteurs populaires dont elle est l'avant-garde. Des actions de solidarité ont lieu dans tout le pays.

LUTTE CONTRE L'ENRÔLEMENT MILITAIRE

Les luttes prennent un nouveau tournant ces dernières semaines avec la loi sur le service militaire, qui doit être fait obligatoirement avant l'entrée à l'université. De plus un service civique national est instauré aussi bien pour les hommes que pour les femmes, dont la durée n'est pas fixée, et qui est destiné à pouvoir mobiliser, déplacer d'un bout à l'autre du pays et utiliser à n'importe quelle tâche la population toute entière : en fait il s'agit d'une vaste tentative de militarisation de toute la population.

Des grèves ont lieu à Chuquisaca, Santa Cruz, Oruro, etc...

En solidarité avec les

mineurs, les étudiants des universités de Tarija, de Trinidad et d'ailleurs se mettent en grève illimitée. Aujourd'hui, le gouvernement Banzer a fermé les universités...

Aujourd'hui, la grève résolue des mineurs revêt une importance décisive pour l'avenir de la lutte de classe en Bolivie et plus largement en Amérique Latine. La victoire d'une telle grève peut être un coup d'arrêt à la stabilisation des dictatures gorilles dans la zone sud. Il faut briser le mur du silence qui entoure cette grève, il faut empêcher le massacre de la population minière, il faut que cette grève héroïque soit un acquis décisif de la classe ouvrière dans le monde.

RÉPRESSION CONTRE LA PRESSE ET L'ÉGLISE

Tout le mois de mai est jalonné par une série d'atteintes à la presse, à l'église et surtout aux étudiants. Banzer, pour consolider son pouvoir, pour que l'impérialisme U.S. et son relais en Amérique Latine l'impérialisme brésilien puissent exploiter tranquillement les ressources du pays cherche à

militariser entièrement le pays et à se créer une base de masse qu'il ne possède pas aujourd'hui. C'est ainsi qu'il exploite la mort de l'ambassadeur bolivien à Paris, Zentano Anaya, imputant à l'extrême gauche l'assassinat d'un «soldat de la patrie» et organisant une manifestation massive pour son enterrement.